



Assemblée générale

Distr. générale
14 novembre 2023
Français
Original : espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante-cinquième session
22 janvier-2 février 2024

Rapport national soumis comme suite aux résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme*

Mexique

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



Méthode

1. Le présent rapport est l'aboutissement des consultations coordonnées par le Ministère des relations extérieures, auxquelles ont participé 45 organes et institutions des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Il décrit les mesures prises de 2019 à 2023 en réponse aux recommandations formulées dans le cadre du troisième cycle de l'Examen périodique universel (EPU).

I. Les mécanismes nationaux de suivi de la mise en œuvre des recommandations

Recommandations 132.11 et 132.17

2. Le Mexique dispose de trois mécanismes chargés de la mise en œuvre des recommandations reçues. Le premier est le système de suivi des recommandations internationales en matière de droits de l'homme du Ministère des relations extérieures, créé en 2020¹.

3. Le deuxième est le système national d'évaluation du niveau de respect des droits de l'homme, plateforme établie conjointement par le Ministère de l'intérieur, le Ministère des relations extérieures, la Présidence de la République et le Programme universitaire des droits de l'homme de l'Université nationale autonome du Mexique².

4. Enfin, en 2023, la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) a créé l'observatoire d'évaluation du respect des recommandations internationales en matière de droits de l'homme, outil qui l'aide à analyser, évaluer et mettre en lumière les mesures de mise en conformité prises par l'État mexicain³.

II. L'acceptation des normes internationales

Recommandations 132.3, 132.4 et 132.6

5. En 2020, l'État mexicain a ratifié la Convention interaméricaine contre toutes les formes de discrimination et d'intolérance⁴ et promulgué le décret d'adhésion à la Convention interaméricaine contre le racisme et toutes les formes de discrimination et d'intolérance, dans le cadre de l'Organisation des États américains⁵.

6. La même année, il a ratifié l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et l'accès à la justice à propos des questions environnementales en Amérique latine et dans les Caraïbes, ou Accord d'Escazú. Il s'agit du premier traité visant à garantir la protection et la promotion des défenseurs des droits de l'homme dans le contexte des questions environnementales⁶.

7. En 2021, le Mexique a ratifié la Convention de 2011 sur le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques (n° 189) de l'Organisation internationale du Travail (OIT)⁷ ; en 2022, il a ratifié la Convention sur la violence et le harcèlement (n° 190)⁸ et, en 2023, déposé l'instrument de ratification du Protocole relatif à la Convention sur le travail forcé (n° 29)⁹.

8. En 2023, il a ratifié la Convention interaméricaine sur la protection des droits de l'homme des personnes âgées¹⁰, premier instrument contraignant visant à protéger les droits humains des personnes âgées.

III. La participation de la société civile

Recommandations 132.14, 132.15 et 132.16

9. En septembre 2023 s'est tenu un dialogue avec les acteurs de la société civile, organisé en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Mexique.

10. Les autorités ont présenté les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations issues du cycle précédent de l'Examen périodique universel et ont pris note des commentaires des organisations de la société civile sur les difficultés recensées¹¹.

IV. Les droits de l'homme au Mexique

Recommandations 132.19, 132.20 et 132.22

11. Le Plan national de développement 2019-2024 (PND) établit la pleine garantie des droits de l'homme¹² ; de même, le Programme national de développement social 2021-2024 (PNDS) s'inscrit dans une approche de respect des droits de l'homme fondée sur les principes d'universalité, de progressivité, d'égalité et d'inclusion¹³.

12. Le Programme national des droits de l'homme 2020-2024 (PNDH) élabore des stratégies et prévoit des mesures destinées à garantir l'exercice des droits de l'homme¹⁴. La plateforme numérique du suivi du Programme a été lancée en 2023¹⁵.

13. Ces programmes établissent des mesures transversales visant le plein exercice des droits de l'homme reconnus dans la législation nationale et dans les traités internationaux auxquels l'État mexicain est partie.

14. Dans le domaine du renforcement institutionnel, le budget destiné à la politique de respect des droits de l'homme a augmenté de 188,34 %, passant de 1 954 047 422 Mex\$ en 2019 à 3 680 389 174 Mex\$ en 2023.

15. De nombreuses actions ont également été menées pour former les fonctionnaires de l'administration publique fédérale (APF) aux droits de l'homme¹⁶.

16. De même, l'Institut national de statistique et de la géographie (INEGI) réalise plusieurs enquêtes et recensements¹⁷ qui fournissent des données assorties d'indicateurs démographiques permettant d'obtenir des statistiques sur l'exercice des droits civils et politiques ainsi que des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux.

L'application des recommandations issues du troisième cycle de l'Examen périodique universel

V. Les droits civils et politiques

A. L'égalité et la non-discrimination

Recommandations 132.28, 132.29, 132.31, 132.32, 132.242, 132.246 et 132.252

17. Le Programme national pour l'égalité et la non-discrimination 2021-2024 (PRONAIND)¹⁸ est l'instrument de la politique nationale de lutte contre la discrimination, qui est coordonné par le Conseil national pour la prévention de la discrimination (CONAPRED)¹⁹.

18. Le Programme national met l'accent sur les groupes en situation de vulnérabilité : les peuples et communautés autochtones et afro-mexicains, les enfants et les adolescents, les personnes issues de la diversité sexuelle et de genre, les personnes handicapées, les personnes en situation de mobilité et les personnes âgées ainsi que les femmes, en particulier celles qui ont été confrontées à des discriminations multiples et transversales.

19. Les 32 entités fédérées disposent toutes d'une loi relative à la lutte contre la discrimination ; 30 États ont une clause antidiscriminatoire dans leur Constitution²⁰ et 31 entités fédérées prévoient une qualification criminalisant la discrimination²¹.

20. En 2019, le Conseil national pour la prévention de la discrimination a lancé le système national d'information sur la discrimination²² destiné à recueillir, systématiser et diffuser des informations spécialisées en la matière. Parallèlement, il encourage les activités de sensibilisation, de formation et d'information²³.

21. En 2022, l'Institut national de statistique et de la géographie, le Conseil national pour la prévention de la discrimination et la Commission nationale des droits de l'homme ont réalisé conjointement une enquête nationale sur la discrimination afin de disposer de renseignements précis en la matière s'agissant des groupes vulnérables²⁴.

22. Les protocoles d'action établis par la Cour suprême de justice de la nation (SCJN), destinés à ceux qui rendent la justice, servent à encourager l'application des normes nationales et internationales en matière de non-discrimination²⁵.

B. Le pouvoir judiciaire fédéral, et l'indépendance et l'impartialité des juges

Recommandations 132.100, 132.102, 132.103, 132.104 et 132.106

23. L'action des membres du pouvoir judiciaire fédéral (PJF) respecte les principes d'indépendance, d'impartialité, d'objectivité, de professionnalisme et d'excellence, afin de répondre aux attentes de la société en matière de justice²⁶.

24. La réforme constitutionnelle de 2021 sur la justice fédérale a entraîné une mise à jour de la fonction et de la structure du pouvoir judiciaire fédéral²⁷.

C. Le nouveau système de procédure pénale accusatoire

Recommandations 132.94, 132.97 et 132.108

25. L'Unité de consolidation du nouveau système de procédure pénale accusatoire (NSJPA)²⁸ a pour mission d'évaluer le suivi du nouveau système, d'assurer la formation permanente de ses opérateurs, de garantir le fonctionnement des centres de justice et d'uniformiser les critères juridictionnels. L'Institut fédéral de l'aide judiciaire (IFDP) garantit la défense des personnes dans le système accusatoire, y compris dans la phase d'exécution pénale.

26. Afin de garantir une procédure équitable et le respect des droits de l'homme dans le nouveau système de procédure pénale accusatoire, le Conseil fédéral de la magistrature (CJF) a publié en 2022 des directives judiciaires pour la conduite des audiences pénales²⁹, des directives pour l'évaluation judiciaire des expertises³⁰ et un guide sur l'utilisation et les difficultés relatives à l'expertise socioculturelle/anthropologique tenant compte des questions de genre pour l'accès à la justice³¹. Il a aussi mis en œuvre un programme pilote visant à optimiser l'efficacité pratique de la notification des actes de procédure et la conduite des procédures par vidéoconférence³².

D. L'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Recommandations 132.56, 132.57, 132.58, 132.59, 132.71 et 132.100

27. En 2018, le parquet général de la République (FGR) et le Ministère de l'intérieur³³ ont commencé leurs travaux sur le projet de Programme national de prévention et de répression de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

28. En 2020, le Mécanisme de suivi des affaires de torture sexuelle commise à l'encontre des femmes³⁴ a été incorporé en tant que groupe de soutien technique du Système national de prévention, répression et élimination de la violence à l'égard des femmes (SNPASEVM). En 2023, les directives relatives à son organisation et son fonctionnement ont été adoptées³⁵.

29. La réforme de 2021 de la loi générale sur la prévention et la répression de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a établi qu'il fallait créer des parquets spécialisés³⁶. En septembre 2023, neuf parquets spécialisés dans les affaires de torture et quatre unités spécialisées avaient été mis en place³⁷.

30. La même année, la Cour suprême a salué l'importance de la création du Registre national du crime de torture³⁸, en raison de son utilité pour documenter et enquêter dans ce domaine³⁹, et a publié une nouvelle version du Protocole relatif au jugement des affaires de torture et de mauvais traitements⁴⁰.

31. Le budget du Mécanisme national de prévention de la torture⁴¹, rattaché à la Commission nationale des droits de l'homme, a augmenté de 110,99 % de son budget, qui passera de 31 364 448 Mex\$ en 2019 à 34 813 598 Mex\$ en 2023.

32. En 2021, le Conseil fédéral de la magistrature, avec l'appui de l'Agence allemande de coopération pour le développement durable au Mexique, a mis au point des indicateurs de respect des droits de l'homme⁴². En 2023, il a défini 89 indicateurs relatifs à la torture et à la violence fondée sur le genre.

33. En 2022 a eu lieu la présentation du diagnostic national sur la torture sexuelle commise à l'encontre des femmes privées de liberté au Mexique, dans lequel sont recensées les difficultés auxquelles l'administration publique fédérale est confrontée dans ce domaine⁴³.

34. Le Secrétariat technique de la lutte contre la torture et les traitements cruels et inhumains de l'Institut fédéral de l'aide judiciaire a fourni 2 067 services sous la forme d'avis médico-psychologiques conformes au Protocole d'Istanbul et, au mois de janvier 2023, avait accompagné plus de 5 000 personnes concernant des plaintes portant sur des actes de cette nature, y compris des actes de torture à caractère sexuel⁴⁴.

35. De janvier 2019 à août 2023, la Direction de la torture et des exécutions arbitraires de la Commission d'aide aux victimes (CEAV) a assuré la représentation en justice de quelque 8 679 victimes.

36. La Commission d'aide aux victimes a également alloué 23 306 459,38 Mex\$ aux victimes de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants sous forme de mesures d'assistance, dont l'hébergement et la nourriture, ainsi que 114 665 688,11 Mex\$ pour leur transfert.

37. L'administration publique fédérale a mené plusieurs campagnes contre la torture⁴⁵. De même, en 2023, l'Exécutif fédéral a présenté la première stratégie nationale de lutte contre la torture, politique coordonnée regroupant 18 entités de ladite administration⁴⁶.

E. La privation de liberté et la détention arbitraire

Recommandations 132.13, 132.60 et 132.98

38. En 2019 a été créé le Registre d'écrou national (RENADET), administré et géré par le Secrétariat à la sécurité et à la protection des citoyens⁴⁷, pour prévenir la violation des droits humains des détenus⁴⁸.

39. En 2023, la Cour suprême a statué que les Forces armées permanentes étaient tenues de se conformer aux dispositions de la loi nationale régissant le Registre d'écrou national et de mettre directement en place un registre d'écrou systématique⁴⁹.

40. La même année, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire (GTDA) s'est rendu en visite officielle au Mexique et a rencontré 16 autorités fédérales avec lesquelles il a évalué la situation de la privation arbitraire de liberté dans le pays⁵⁰.

41. L'Organe administratif décentralisé pour la prévention et la réadaptation sociale mène des actions visant à garantir les droits de l'homme des personnes privées de liberté⁵¹.

F. L'*arraigo*

Recommandation 132.61

42. En 2019 a été soumis au Sénat de la République un projet de décret visant à abroger le huitième alinéa de l'article 16 de la Constitution concernant l'*arraigo*. En 2023, des motions ont été déposées pour achever le processus législatif.

43. Lors de sa visite en 2023, le Groupe de travail sur la détention arbitraire a salué le déclin de la pratique de l'*arraigo* et a convenu que cette pratique était peu fréquente⁵².

G. L'autonomie du Parquet général de la République

Recommandations 132.71, 132.84, 132.85, 132.87, 132.88, 132.93, 132.100 et 132.108

44. En 2018 a été officiellement déclarée l'entrée en vigueur de l'autonomie constitutionnelle du Parquet général de la République⁵³, qui a pour mission d'enquêter sur les crimes et délits commis, d'éclaircir les faits et de réclamer la justice⁵⁴. Le pays compte 29 parquets généraux autonomes et trois parquets généraux au niveau des entités fédérées⁵⁵.

H. L'autonomie de la Commission nationale des droits de l'homme

Recommandation 132.12

45. La Commission nationale des droits de l'homme, constitutionnellement autonome depuis 1999⁵⁶, a pour objet la protection, le respect, la promotion, l'étude et la diffusion des droits de l'homme prévus dans l'ordre juridique mexicain⁵⁷. Dans son Plan stratégique institutionnel 2020-2024, le renforcement de son autonomie est envisagé comme un principe directeur⁵⁸. En septembre 2022, la Commission avait émis 457 recommandations, soit plus que le nombre de recommandations émises par l'administration précédente⁵⁹.

I. La lutte contre la corruption et l'impunité

Recommandations 132.64, 132.86, 132.89, 132.91, 132.96, 132.101 et 132.108.

46. En coordination avec le Ministère des finances et du crédit public (SHCP), le Ministère de la fonction publique a publié le Programme national de lutte contre la corruption et l'impunité, et d'amélioration de la gestion publique 2019-2024⁶⁰.

47. Le Ministère de la fonction publique encourage le renforcement des liens avec les systèmes nationaux de lutte contre la corruption et de contrôle, et prévient et combat la corruption et l'impunité⁶¹.

48. En 2019, le parquet spécialisé dans la lutte contre la corruption relevant du Parquet général de la République a été créé et habilité à enquêter sur les infractions liées à la corruption et à en poursuivre les auteurs au pénal.

49. De même, la politique nationale de lutte contre la corruption⁶², créée en 2020, vise à combattre la corruption, l'impunité, l'arbitraire et l'abus de pouvoir par la mise en place de mécanismes d'enquête et de plainte, d'accompagnement des victimes, de défense d'office, de suivi des plaintes, de correction des non-conformités et de sanction des fonctionnaires coupables.

50. Le Système national de lutte contre la corruption établit, promeut et évalue les politiques et procédures publiques de prévention, détection et sanction des fautes administratives et des faits de corruption⁶³.

J. La lutte contre l'impunité en cas de violation de droits de l'homme

Recommandations 132.71, 132.86, 132.89, 132.92, 132.105 et 132.143

51. En 2021 a été créée la Commission pour l'accès à la vérité historique et la promotion de la justice concernant les violations graves de droits de l'homme commises entre 1965 et 1990, dont l'objet est d'établir la vérité et de promouvoir la justice, la réparation et le droit à la mémoire⁶⁴.

52. Le Conseil fédéral de la magistrature a adopté en 2022 l'Accord général qui régit la procédure de jonction des affaires liées aux violations graves de droits de l'homme dans les organes juridictionnels⁶⁵.

53. La même année ont commencé les débats publics en vue de l'élaboration d'une initiative de loi générale de mémoire visant à créer les conditions institutionnelles du libre exercice du droit à la vérité et à la mémoire en matière de droits de l'homme, de mouvements sociaux et de lutte pour la démocratie⁶⁶.

54. En 2023, la Cour suprême a publié un recueil de jurisprudence consacré au droit des victimes de connaître la vérité⁶⁷.

K. La réparation en faveur des victimes

Recommandations 132.42, 132.90 et 132.107

55. Le Programme institutionnel 2020-2024⁶⁸ de la Commission d'aide aux victimes propose de mettre en œuvre, de renforcer et de consolider les services aux victimes d'infractions et de violations de droits de l'homme. À cette fin, il donne aux victimes l'accès au droit à la vérité, à la justice et à la réparation complète des préjudices subis, en vue du rétablissement ou de la reconstruction de leurs projets de vie et de la réparation de leurs droits⁶⁹.

56. Du 1^{er} janvier 2019 au 31 août 2023, la Commission d'aide aux victimes a dégagé 8 655 49 091,3 Mex\$ en faveur des victimes et 936 547 097,24 Mex\$ en réparations pour des violations des droits de l'homme commises ; les indemnisations pour infractions relevant des juridictions fédérales se sont pour leur part élevées à 36 851 816,33 Mex\$⁷⁰.

L. La lutte contre la violence et la criminalité organisée

Recommandations 132.43, 132.44, 132.45, 132.146 et 132.95

57. La Stratégie nationale de sécurité publique (SNSP) 2019 vise à prévenir la violence et la criminalité, et à dissuader la récidive⁷¹ ; elle réaffirme la lutte contre l'extorsion, le vol, l'enlèvement, l'homicide, la traite d'êtres humains, la contrebande, le commerce illicite d'armes, le féminicide, la violence fondée sur le genre et les infractions motivées par la haine.

58. Le Ministère de la défense nationale (SEDENA) mène des opérations visant à localiser et à détruire les plantations illicites de pavot, de marijuana et de feuilles de coca par des opérations d'interception terrestre⁷².

M. l'emploi de la force

Recommandations 132.11, 132.41 et 132.81

59. En 2019, la Garde nationale, institution civile de sécurité publique, a été créée pour assurer la fonction de protection de la sécurité publique⁷³, en remplacement de la Police fédérale⁷⁴.

60. En 2019 également a été publiée la loi nationale sur l'emploi de la force, qui régit l'emploi de la force exercée par les agents des institutions de sécurité publique, ainsi que par les forces armées lorsqu'elles agissent dans le cadre de tâches de sécurité publique qui peuvent être effectuées de manière extraordinaire, réglementée, contrôlée, subordonnée et complémentaire⁷⁵.

61. En 2021, le Protocole d'action pour le recours à la force par les membres du Service fédéral de protection⁷⁶ a été promulgué ; deux ans plus tard, le Protocole national correspondant a été publié⁷⁷.

62. En 2023, le Sénat de la République a proposé de criminaliser les exécutions extrajudiciaires commises par des agents de l'État⁷⁸.

N. La disparition forcée

Recommandations 132.7, 132.8, 132.9, 132.10, 132.13 et 132.98

63. En 2020 a été signée la Déclaration reconnaissant la compétence du Comité des disparitions forcées (CED) pour recevoir et examiner les communications présentées par des particuliers.

64. En 2021, la Cour suprême a reconnu que le caractère contraignant et obligatoire des actions en urgence demandées par le Comité des disparitions forcées s'appliquait à toutes les autorités en charge des recherches et enquêtes sur les personnes disparues⁷⁹ et a précisé que l'accomplissement desdites actions devait être supervisé par les autorités judiciaires.

65. En 2023, un dialogue constructif a eu lieu avec le Comité des disparitions forcées⁸⁰. Celui-ci a salué la coopération du Mexique dans ce contexte⁸¹. Ses observations préliminaires font référence aux progrès réalisés par l'État mexicain, ainsi qu'aux domaines dans lesquels des améliorations sont nécessaires. Le Mexique est le seul pays à avoir organisé deux exercices de ce type avec le Comité.

Recommandations 132.47, 132.48, 132.65, 132.66, 132.68, 132.71, 132.72, 132.74, 132.77, 132.81 et 132.156

66. La loi générale sur les disparitions forcées de personnes, les disparitions commises par des particuliers et le système national de recherche de personnes (LGMDF)⁸² prévoit que les crimes qu'elle définit font l'objet de recherches, d'enquêtes, de poursuites et de sanctions. Le parquet spécialisé chargé d'enquêter sur les disparitions forcées relevant du Parquet général de la République respecte et applique ces dispositions⁸³.

67. Toutes les entités fédérées disposent d'un parquet ou d'une unité spécialisés dans les affaires de disparition forcée⁸⁴.

Recommandation 132.83

68. La gestion du Registre national des personnes disparues et non localisées est coordonnée par la Commission nationale de recherche des personnes (CNB), qui concentre, organise et recoupe les informations permettant de localiser les personnes dont la recherche a été demandée aux autorités⁸⁵.

69. Dans le cadre de la politique nationale menée en matière de recherche médico-légale à des fins d'identification humaine, le décret réformant et complétant diverses dispositions de la loi générale sur les disparitions forcées de personnes, les disparitions commises par des particuliers et le système national de recherche de personnes a été adopté en 2022 ; ce texte porte création du Centre national d'identification humaine, dont les activités ont commencé la même année⁸⁶. Le centre régional d'identification humaine⁸⁷ et le Mécanisme d'identification médico-légale extraordinaire sont également opérationnels⁸⁸.

70. D'ici à la fin de l'année 2023, il y aura 19 morgues réparties dans 16 États⁸⁹.

71. En 2022 ont été publiées des lignes directrices pour la mise en œuvre et le fonctionnement de la banque nationale de données médico-légales, du registre médico-légal fédéral, du registre national des personnes décédées non identifiées et non réclamées, du registre national des fosses communes et des fosses clandestines ainsi que de la base nationale d'informations génétiques⁹⁰ ; la même année ont été signés des accords de collaboration concernant la gestion de ces mécanismes⁹¹.

Recommandations 132.49, 132.51, 132.52, 132.56, 132.157, 132.58 et 132.69

72. La Commission nationale de recherche de personnes exécute et contrôle les mesures de recherche des personnes disparues et non localisées⁹², tandis que les commissions locales de recherche (CBL)⁹³ font de même dans les entités fédérées. Ces autorités coordonnent leur action⁹⁴.

73. De février 2019 à septembre 2023, la Commission nationale de recherche de personnes, en collaboration avec les autorités des États, les autorités fédérales et les proches des personnes disparues, a accumulé 4 465 jours de recherches sur le terrain dans 30 entités fédérées et 617 municipalités.

74. Conformément à la loi générale sur les disparitions forcées de personnes, les disparitions commises par des particuliers et le système national de recherche des personnes, des outils ont aussi été mis au point, dont le Programme national de recherche de personnes⁹⁵, qui est l'instrument directeur de la politique nationale de recherche des personnes disparues et non localisées, le Protocole normalisé pour la recherche des personnes disparues et non localisées⁹⁶ et le Protocole additionnel pour la recherche des enfants et adolescents⁹⁷ ; il convient aussi de mentionner que l'élaboration des plans de recherche régionaux a débuté. Le Programme national d'harmonisation et d'application du Protocole Alba a été lancé en 2021⁹⁸.

75. En 2022, la Cour suprême a publié le Manuel sur la disparition de personnes, établi à l'intention des magistrats pour faciliter la résolution des affaires⁹⁹. La même année, le Conseil fédéral de la magistrature a établi des lignes directrices pour l'évaluation des expertises réalisées dans les domaines de la génétique, de la toxicologie, de la lophoscopie et de l'analyse de la voix¹⁰⁰.

Recommandations 132.26, 132.53, 132.54 et 132.55

76. De 2019 à 2023, le budget alloué à la Commission nationale de recherche de personnes a augmenté de 273,76 %, et est passé de 400 791 984 Mex\$ en 2019 à 1 097 234 971 Mex\$ en 2023.

77. De même, depuis la mise en place du système national de recherche (SNB), le nombre de postes de la Commission nationale de recherche de personnes a augmenté de 565,11 %, passant de 43 en 2019 à 243 en 2023¹⁰¹.

78. Il existe 32 commissions de recherche locales, auxquelles, entre 2019 et 2023, la Commission nationale a accordé un total de 2 333 millions Mex\$ de subventions aux fins de leur renforcement.

Recommandations 132.63 et 132.71

79. Entre 2019 et 2023, la Commission pour la vérité et l'accès à la justice dans l'affaire Ayotzinapa (CoVAJ) a tenu des réunions de suivi et d'évaluation ; ses enquêtes ont conduit à l'arrestation d'anciens hauts fonctionnaires¹⁰². Le deuxième rapport de la présidence du CoVAJ a été présenté en septembre 2023¹⁰³.

O. La lutte contre la traite des êtres humains**Recommandations 132.101, 132.140, 132.141, 132.142, 132.144, 132.145, 132.148, 132.149, 132.151, 132.153 et 132.71**

80. Le Programme national de prévention, répression et élimination de la traite de personnes et de protection des victimes de la traite et d'assistance à celles-ci 2022-2024 (PTdP) oriente la politique nationale de lutte contre ce crime et recense les groupes vulnérables les plus exposés au risque de traite à des fins d'exploitation sexuelle¹⁰⁴.

81. C'est dans ce cadre qu'entre 2019 et 2023 a été mis en place le Système national d'information sur la traite des personnes, qui enregistre les mesures prises aux niveaux de la Fédération, des États et des municipalités pour prévenir et réprimer ce crime¹⁰⁵. Des actions de formation et de sensibilisation sont aussi menées.

82. Le parquet spécialisé dans les affaires de violence contre les femmes et la traite des personnes (FEVIMTRA) relevant du Parquet général de la République dispose d'une unité d'enquête et de contentieux en matière de traite des personnes et d'infractions commises contre des enfants et des adolescents ainsi que d'une unité d'enquête et de contentieux pour les crimes de violence contre les femmes.

83. De 2017 à janvier 2023, la Commission d'aide aux victimes a déboursé 13 089 844,29 Mex\$ en faveur de 20 victimes directes ou indirectes dans des affaires de traite des êtres humains, dans 17 décisions de réparation. Au cours de la même période, la Commission a enregistré 525 victimes de la traite des personnes dans le Registre national des victimes.

VI. Les droits économiques, sociaux et culturels

Recommandation 132.168

84. Dans le Programme de protection sociale 2019-2024 (PSB), les mesures de politique sociale sont axées sur un modèle de garantie de l'universalisme qui donne la priorité aux groupes en situation de vulnérabilité¹⁰⁶. La ENSP s'emploie également à garantir l'emploi, l'éducation, la santé et le bien-être au moyen de programmes de développement régionaux, sectoriels et ponctuels.

85. Aux termes de l'article 4 de la Constitution, tel que modifié en 2020, l'accès aux soins de santé, aux bourses d'études, à l'appui économique et aux pensions non contributives sont des droits de l'homme que l'État mexicain est tenu de garantir¹⁰⁷.

86. Le Conseil national pour l'évaluation de la politique de développement social (CONEVAL) utilise le système d'information sur les droits sociaux¹⁰⁸, composé d'indicateurs qui rendent compte de l'accès effectif aux droits sociaux¹⁰⁹. La Cour suprême dispose de documents sur les violations des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux¹¹⁰.

A. La réduction de la pauvreté et de l'inégalité

Recommandations 132.46, 132.163, 132.164, 132.165, 132.167 et 132.169

87. Le principe directeur de l'administration actuelle, « Pour le bien de tous, en premier lieu des pauvres », accorde la priorité à la lutte contre la pauvreté et la marginalisation dans laquelle vivent les populations les plus vulnérables.

88. Le CONEVAL produit des informations sur la pauvreté multidimensionnelle de la population destinées à orienter les politiques de développement social¹¹¹.

89. De 2018 à 2022, le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté multidimensionnelle au Mexique a été réduit et est passé de 41,9 % à 36,3 %, ce qui signifie que quelque 5 millions de personnes sont sorties cette situation¹¹².

B. Le droit à l'alimentation

Recommandations 132.170 et 132.171

90. Les programmes suivants font partie de la politique publique qui garantit le droit à l'alimentation et vise l'élimination de la faim : le budget de la production pour le bien-être¹¹³ ; le budget du développement rural durable 2020-2024¹¹⁴ ; le budget de la sécurité alimentaire du Mexique 2020-2024¹¹⁵ ; le budget de l'agriculture et du développement rural 2020-2024¹¹⁶ et les programmes sociaux de prix garantis pour les produits alimentaires de base, d'approvisionnement rural, d'acquisition de lait sur le marché national et de distribution sociale de lait, gérés par la Direction générale de la sécurité alimentaire, DICONSA, S.A. de C.V. et LICONSA, S.A. de C.V.

91. Le Programme *Sembrando Vida*¹¹⁷, qui concerne les personnes âgées vivant en zones rurales, comptera 447 672 bénéficiaires en septembre 2023¹¹⁸.

92. On retiendra aussi que le Ministère de la santé a publié des lignes directrices en matière d'alimentation saine et durable pour la population mexicaine à l'horizon 2023¹¹⁹, dans le cadre de la lutte contre la malnutrition, et qu'il promeut le régime de la Milpa, qui réévalue le régime alimentaire mésoaméricain¹²⁰.

93. Entre 2018 et 2022, le pourcentage de personnes n'ayant pas accès à une alimentation nutritive et de qualité a diminué, passant de 22,2 % à 18,2 %, c'est-à-dire de 27,5 millions à 23,4 millions de personnes.

C. Le droit au logement

Recommandation 132.172

94. Le Plan national de développement vise à réduire les inégalités sociospatiales et à garantir l'accès à un logement adéquat pour l'ensemble de la population. À cet égard, la Commission nationale du logement (CONAVI) met en œuvre le Programme national du logement 2019-2024¹²¹, qui garantit l'exercice du droit à un logement adéquat, en particulier pour les groupes en situation de vulnérabilité et accusant le plus grand retard socioéconomique.

95. À cette fin, la CONAVI a mis en place le Programme de logement social¹²² qui, de 2019 à 2022, a accordé des allocations à 241 688 ménages. Pour sa part le Programme national de reconstruction¹²³ a aidé 121 338 ménages entre 2019 et 2022.

96. Entre 2018 et 2022, le pourcentage de manque de qualité et d'espace des logements sont passés de 11 % à 9,1 %, et ceux relatifs au manque d'accès aux services de base dans les logements de 19,6 % à 17,8 %.

D. Le droit à l'eau et à l'assainissement

Recommandation 132.174

97. La Commission nationale de l'eau (CONAGUA)¹²⁴ gère cette ressource et travaille à la mise en œuvre du Programme national de l'eau 2020-2024 afin de parvenir à la sécurité hydrique¹²⁵. Le Programme sectoriel de l'environnement et des ressources naturelles 2020-2024 promeut également l'eau en tant que pilier de la protection sociale¹²⁶.

98. Selon la CONAGUA, les réseaux d'égouts couvraient 93,8 % des besoins nationaux en 2020, soit 97,7 % dans les zones urbaines et 79,6 % dans les zones rurales¹²⁷.

99. La couverture nationale en ce qui concerne l'eau courante dans les logements ou les propriétés est de 96,3 %, soit 98,1 % en zones urbaines et de 89,1 % en zones rurales¹²⁸.

E. Le droit au travail

Recommandations 132.158 et 132.159

100. La réforme de 2019 de la loi fédérale sur le travail a inclus la notion de travail digne ou décent dans la législation du travail et a réaffirmé l'interdiction de la discrimination dans toute situation¹²⁹. Le système de justice du travail a également été transformé avec l'introduction d'un modèle de procédure gratuit¹³⁰.

101. Le Programme relatif au travail et à la sécurité sociale 2020-2024 (PSTPS) promeut la réduction des inégalités et l'inclusion des groupes vulnérables sur le marché du travail et vise à réaliser l'insertion de ceux qui sont confrontés à des obstacles pour accéder à l'emploi formel¹³¹. Le Ministère du travail et de la protection sociale (STPS) applique un certain nombre de mesures pour garantir un travail digne et décent¹³².

102. De 2019 à septembre 2023, l'actuelle politique de salaire minimum¹³³ a permis une amélioration de 85,9 % du pouvoir d'achat, le salaire minimum passant de 88,36 Mex\$ à 207,44 Mex\$ par jour dans la majeure partie du pays, et à 312,41 Mex\$ par jour dans la zone franche de la frontière nord.

103. La dernière augmentation a bénéficié à 6,4 millions de travailleurs du secteur officiel et a permis à 5,1 millions de travailleurs de sortir de la pauvreté.

104. Parallèlement, le Programme *Jóvenes Construyendo el Futuro* offre aux jeunes Mexicains qui n'étudient pas et ne travaillent pas les outils nécessaires pour se développer et se former à un métier. De janvier 2019 à juin 2023, 2 566 827 jeunes ont ainsi été formés dans 452 001 lieux de travail¹³⁴.

F. Le droit à la sécurité sociale

Recommandation 132.166

105. L'organisation et l'administration de l'assurance sociale relèvent de l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS), tandis que l'administration des assurances, des prestations et des services pour les fonctionnaires relèvent de l'Institut de sécurité et des services sociaux des travailleurs de l'État (ISSSTE).

106. En 2022, les services de santé de l'Institut mexicain de sécurité sociale ont été créés et chargés de fournir aux personnes non affiliées à des institutions de sécurité sociale des soins médicaux et hospitaliers complets et gratuits, ainsi que des médicaments¹³⁵.

107. Entre 2018 et 2020, le pourcentage de personnes n'ayant pas accès à la sécurité sociale a diminué et est passé de 53,5 % à 52 %, soit de 66,2 à 66 millions de personnes. En 2022, la baisse s'est poursuivie pour atteindre 50,2 %, soit 64,7 millions de personnes.

1. *Travailleurs indépendants, mexicains et à l'étranger*

108. En 2021, l'IMSS a instauré le régime obligatoire de sécurité sociale pour les travailleurs indépendants, qui comprend toutes les prestations associées à une relation de travail traditionnelle¹³⁶. En juin 2023, 107 407 travailleurs indépendants (42 % de femmes) étaient inscrits et 146 673 bénéficiaires étaient enregistrés.

109. En 2021 également, l'IMSS et le Ministère des relations extérieures ont signé un accord permettant aux travailleurs indépendants vivant à l'étranger de s'affilier à l'Institut et d'étendre la sécurité sociale mexicaine aux membres de leur famille¹³⁷.

110. En 2022, un deuxième accord a été signé pour que les bureaux consulaires aident les ressortissants mexicains vivant et travaillant à l'étranger à s'affilier à l'IMSS en tant que travailleurs indépendants.

111. Entre 2018 et 2022, le pourcentage de personnes n'ayant pas accès à la sécurité sociale est passé de 53,5 % à 50,2 %, soit de 66,2 à 64,7 millions de personnes.

2. *Travailleuses et travailleurs domestiques*

112. Suite à la ratification de la Convention n° 189 de l'OIT en 2022, la réforme de la loi sur la sécurité sociale a entraîné la reconnaissance du droit des travailleuses et travailleurs domestiques à la sécurité sociale¹³⁸.

113. L'IMSS a créé un microsite¹³⁹ où, en juin 2023, il avait enregistré 60 110 emplois de travailleurs domestiques (67 % de femmes) et 75 162 bénéficiaires.

G. Le droit à la santé

Recommandation 132.177

114. Le Programme du secteur de la santé 2020-2024 (PROSESA) intègre la notion des soins de santé primaires complets et universels, et s'inscrit dans une approche interculturelle¹⁴⁰.

115. Il existe également un programme d'action particulier concernant les politiques de santé publique et la promotion de la santé (2020-2024)¹⁴¹ et un modèle de soins de santé interculturels¹⁴².

116. Le Ministère de la santé forme son personnel à reconnaître la diversité et leur rappelle que les fonctionnaires sont tenus de promouvoir, respecter et protéger les droits de l'homme¹⁴³.

117. À cet égard, le Programme du secteur de la santé 2020-2024 contient des stratégies visant à garantir aux personnes des soins de santé liés à l'exercice de leurs droits liés à la sexualité et à la procréation, tels que les services de santé maternelle, la planification familiale, le dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus, l'action face à la violence sexuelle et l'avortement sans risque ; il met en œuvre des programmes de prévention et de contrôle des infections sexuellement transmissibles et renforce les services de santé pour les femmes, les filles et les adolescentes.

118. Le Ministère de la santé renforce également les bases de la prise en charge du VIH et de l'hépatite en offrant un accès universel et gratuit au dépistage et au traitement, une intégration interinstitutionnelle, ainsi qu'une approche des soins primaires et des stratégies en faveur des populations les plus touchées.

119. Dans le cadre de la stratégie nationale des équipes de santé communautaire, l'Institut de sécurité et des services sociaux pour les travailleurs de l'État promeut l'autogestion de la santé sexuelle¹⁴⁴.

120. En 2023, il a été procédé à une réforme de la loi générale sur la santé pour garantir que toute personne ne bénéficiant pas de la sécurité sociale ait accès gratuitement à des services publics de santé, à des médicaments et d'autres fournitures connexes¹⁴⁵.

H. Le droit à l'éducation

Recommandations 132.182, 132.183, 132.184, 132.185, 132.186, 132.187, 132.188, 132.189 et 132.190

121. En 2019, le Conseil national pour la prévention de la discrimination, le Ministère de l'éducation publique (SEP), le système national de protection des enfants et des adolescents (SIPINNA) et les organisations de la société civile ont élaboré conjointement la stratégie nationale pour l'éducation inclusive, qui tient compte de la diversité, de la territorialité, de l'interculturalité et de l'égalité des sexes¹⁴⁶. Le système national mène diverses actions de protection des enfants et des adolescents¹⁴⁷.

122. Le Programme du secteur de l'éducation 2020-2024 vise à garantir le droit à une éducation équitable, inclusive, interculturelle et complète¹⁴⁸ ; il favorise l'entrée et le maintien dans le système scolaire des élèves en situation de vulnérabilité et établit la transition vers la nouvelle école mexicaine, pour un développement humain complet¹⁴⁹.

123. Le Programme encourage aussi la formation des enseignants dans différents domaines académiques et à différents niveaux d'enseignement, favorise la mise à jour et l'adaptation des programmes d'études et plaide en faveur d'infrastructures équipées, sûres et propres.

124. Le Programme national de bourses Benito Juárez (PNBBJ) promeut le maintien dans le système scolaire et l'achèvement du cycle d'études dans les écoles publiques du pays, en particulier celles situées dans des localités autochtones et/ou fortement ou très fortement marginalisées¹⁵⁰. Il comporte trois modalités : l'enseignement de base pour le bien-être, l'enseignement pour les élèves du secondaire supérieur et *Jóvenes Escribiendo el Futuro*.

125. De septembre 2022 à juin 2023, 79 013,6 millions Mex\$ ont été dépensés au profit de 10,5 millions d'étudiants des trois niveaux d'enseignement (50,6 % de femmes et 49,4 % d'hommes). Parmi ces bourses, 2,4 millions sont allées à des jeunes autochtones : 53 672 écoles publiques sont situées dans des localités autochtones et 64 971, dans les localités à forte ou très forte marginalisation¹⁵¹.

I. Le droit de la famille

Recommandation 132.155

126. Le Programme institutionnel 2020-2024 du Système national pour le développement de la famille (SNDIF) contribue au développement de la population et coordonne le Système national d'assistance sociale publique et privée, en faveur des familles et des groupes en situation de vulnérabilité¹⁵².

J. Les entreprises et les droits de l'homme

Recommandations 132.38, 132.39 et 132.40

127. Le Programme national des droits de l'homme promeut la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des principes directeurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques à l'intention des entreprises multinationales.

128. Le diagnostic sur l'état du cadre juridique et des politiques publiques en matière d'entreprises et de droits de l'homme au niveau fédéral contient une analyse des obligations constitutionnelles en matière de droits de l'homme dans le contexte des activités économiques, publiques ou mixtes au Mexique de 2019 à 2022¹⁵³.

129. L'État mexicain a progressé dans l'élaboration de sa politique sur les droits de l'homme et des entreprises¹⁵⁴, qui dépasse le cadre temporel des mandats présidentiels (de six ans) et est axée sur la participation de plusieurs parties prenantes¹⁵⁵. En octobre 2023, ce document était en passe d'être publié.

VII. Les groupes en situation de vulnérabilité

Recommandations 132.18, 132.21, 132.36 et 132.248

130. L'État mexicain promeut la protection complète des droits de l'homme et s'est doté d'un programme axé sur les droits de toutes les personnes, en particulier les groupes vulnérables¹⁵⁶.

131. Comme mentionné ci-dessus, le système d'information sur les droits sociaux du Conseil national pour l'évaluation de la politique de développement social contient des données sur les inégalités concernant des groupes de population précis, ainsi qu'un ensemble d'informations sur les inégalités entre les sexes.

A. Les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme

Recommandations 132.109, 132.110, 132.113, 132.114, 132.115, 132.116, 132.118, 132.120, 132.122, 132.23, 132.123, 132.124, 132.25, 132.127, 132.128, 132.131, 132.132, 132.133, 132.134 et 132.136

132. En juillet 2023, on comptait 2 130 bénéficiaires du Mécanisme de protection des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes (le Mécanisme)¹⁵⁷ et 26 entités fédérées disposaient d'au moins un instrument réglementaire spécialisé pour leur protection¹⁵⁸.

133. De 2018 à 2023, le budget du Mécanisme a augmenté de 138 % et, à la fin de l'année 2022, le personnel avait augmenté de 70 %¹⁵⁹.

Recommandations 132.70, 132.73, 132.75, 132.78, 132.79, 132.82, 132.99, 132.105, 132.111, 132.121, 132.137 et 132.138

134. Le parquet spécialisé chargé des infractions contre la liberté d'expression relevant du Parquet général de la République enquête et poursuit les auteurs d'infractions qui limitent, entravent ou sapent la liberté d'expression des journalistes¹⁶⁰. Il est en communication constante avec le Mécanisme¹⁶¹.

135. Depuis 2020, l'unité de l'égalité des sexes du Parquet général de la République collabore avec plusieurs parquets pour ce qui est de l'analyse contextualisée selon le genre des infractions commises contre des femmes, en particulier des journalistes.

Recommandations 132.112, 132.119, 132.125, 132.126, 132.129 et 132.130

136. En 2019, le Bureau au Mexique du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), agissant en tant qu'observateur, a fait un diagnostic du fonctionnement du Mécanisme et a recensé les bonnes pratiques et les domaines porteurs de perspectives¹⁶². Un groupe de travail composé de représentants des autorités, du HCDH et de la société civile est chargé de la mise en œuvre de ces recommandations.

137. La même année, le Ministère de l'intérieur a organisé des réunions destinées à renforcer le réseau national des autorités concernées par la protection des défenseurs des droits humains et des journalistes¹⁶³, et a commencé ses travaux en vue de la création d'un système national de protection¹⁶⁴.

138. Le Ministère de l'intérieur forme des fonctionnaires d'entités fédérées afin de les sensibiliser à la tâche que réalisent les défenseurs des droits humains et des journalistes.

139. Le Sénat de la République dispose d'instruments législatifs relatifs aux politiques publiques de protection¹⁶⁵.

140. En 2022, la Cour suprême a publié un recueil de jurisprudence sur la liberté d'expression et le journalisme, qui systématise les critères de protection des journalistes¹⁶⁶.

B. Les peuples et communautés autochtones et afro-mexicaines

Recommandations 132.30, 132.238, 132.241, 132.243, 132.244, 132.245 et 132.253

141. Le Programme pour le bien-être des peuples autochtones¹⁶⁷ mis en œuvre par l'Institut national des peuples autochtones (INPI) œuvre en faveur du développement de ces derniers.

142. En 2019, l'INPI a présenté le Protocole sur le droit à la consultation libre, préalable et informée des peuples autochtones¹⁶⁸. Le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles contribue aussi à l'établissement de rapports sur les activités de mise en conformité, en particulier sur la question de la consultation libre, préalable et informée¹⁶⁹.

143. De même, le Programme spécial pour les peuples autochtones et afro-mexicains 2021-2024 promeut le bien-être de cette partie de la population et crée les conditions susceptibles de venir à bout de la situation de pauvreté, d'inégalité et d'injustice dans laquelle elle se trouve¹⁷⁰.

Recommandations 132.237, 132.239 et 132.240

144. Dix-sept exercices de planification participative connus sous le nom de plans de justice ou de plans de développement régional ont été menés avec des peuples autochtones, afin de réparer un tort historique ou de faire face à des préoccupations en matière de développement. Ces exercices sont coordonnés par l'INPI, en collaboration avec d'autres institutions de l'administration publique fédérale.

145. En 2020, en collaboration avec le PNUD, le Ministère de la fonction publique a fait une étude sur la présence de membres des peuples et communautés autochtones et de populations d'ascendance africaine et afro-mexicaines dans l'administration publique fédérale¹⁷¹, afin de définir des politiques publiques qui favorisent l'inclusion et la participation.

146. En 2023 a été promulgué le décret portant reconnaissance, protection, préservation et sauvegarde des lieux et sites sacrés et des chemins de pèlerinage de peuples autochtones¹⁷² et la création d'une Commission présidentielle pour la mise en œuvre de ces mesures¹⁷³.

147. Les universités interculturelles offrent des possibilités de développement académique, professionnel et de recherche aux populations rurales de diverses origines culturelles¹⁷⁴.

148. En ce qui concerne l'accès à la justice, le Centre d'études constitutionnelles de la Cour suprême a présenté le recueil de jurisprudence relatif au droit des personnes autochtones de bénéficier de l'assistance d'un interprète et d'un défenseur dans les procès et les procédures judiciaires¹⁷⁵.

149. En 2022, la Cour suprême a reconnu le droit d'accès à la justice dans une perspective interculturelle, ce qui a conduit à la mise à jour des mécanismes de jugement des personnes, peuples et communautés autochtones¹⁷⁶ et des personnes, peuples et communautés d'ascendance africaine et afro-mexicains¹⁷⁷ dans une perspective interculturelle. La même année, elle a aussi reconnu qu'il fallait garantir à ces catégories de la population une défense adéquate leur permettant de participer aux procédures sur un pied d'égalité¹⁷⁸.

150. Le Conseil fédéral de la magistrature publie des documents traduits afin de mieux faire connaître le travail du pouvoir judiciaire fédéral et l'accès à la justice numérique¹⁷⁹.

151. En ce qui concerne la défense pénale, l'Institut fédéral de l'aide judiciaire assure une assistance dans 148 variantes linguistiques. Depuis 2019, elle a fourni des conseils à 1 193 personnes autochtones et a fait 87 visites dans diverses communautés.

C. Les personnes LGBTTTI+

Recommandations 132.24, 132.33, 132.34, 132.35 et 132.37

152. En 2022, il a été apporté des modifications à la loi générale sur la santé et au Code pénal fédéral (CPF) afin d'interdire les pratiques décrites comme des thérapies de conversion (également connues sous le nom d'efforts pour corriger l'orientation sexuelle et l'identité de genre) et de promouvoir la criminalisation de telles pratiques¹⁸⁰.

153. Le Programme national pour l'égalité et la non-discrimination 2021-2024 contribue à la lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression du genre et les caractéristiques sexuelles.

154. Au mois d'octobre 2023, 26 entités fédérées reconnaissent le mariage entre personnes de même sexe¹⁸¹ ; trois entités reconnaissent le mariage entre personnes de même sexe au moyen d'une action en inconstitutionnalité décidée par la Cour suprême¹⁸² ; trois entités reconnaissent ledit mariage par un décret du pouvoir exécutif local¹⁸³ et 20 prévoient le droit à la reconnaissance de l'identité de genre¹⁸⁴.

155. En 2019, le 17 mai a été déclaré Journée nationale de lutte contre l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie et la biphobie¹⁸⁵.

156. En 2022, la Cour suprême a déclaré inconstitutionnelles les dispositions législatives qui excluaient de manière injustifiée les personnes de moins de 18 ans de la procédure d'adaptation des actes de naissance sur la base de l'identité de genre autoperçue¹⁸⁶.

157. En 2023, le Ministère des relations extérieures a délivré les premiers passeports mexicains à des personnes refusant l'identification binaire.

158. La Commission nationale sur la santé mentale et les addictions vise à réduire les lacunes en matière de soins de santé mentale pour les populations LGBTTTI+ par des soins de santé, de la prévention et des actions communautaires.

D. Les femmes, les adolescentes et les filles

1. L'égalité et la non-discrimination

Recommandations 132.191, 132.194, 132.196, 132.208, 132.215, 132.217

159. L'Institut national des femmes (Inmujeres) promeut et favorise les conditions permettant la non-discrimination, l'égalité des chances et l'égalité de traitement, ainsi que le plein exercice des droits des femmes et leur participation sur un pied d'égalité à la vie politique, culturelle, économique et sociale¹⁸⁷.

160. À la suite d'une consultation nationale à laquelle ont participé plus de 4 000 femmes issues de tout le pays, Inmujeres a élaboré le Programme national pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2020-2024 (PROIGUALDAD)¹⁸⁸.

161. Inmujeres coordonne aussi le Système national pour l'égalité entre les femmes et les hommes (SNIMH)¹⁸⁹, qui vise à mettre en œuvre la politique nationale en matière d'égalité des sexes.

162. Au cours de l'année 2022, le SNIMH est parvenu à renforcer et à consolider les Services d'égalité des sexes¹⁹⁰, à consolider les bases de la mise en œuvre du principe constitutionnel de parité dans l'administration publique fédérale, à renforcer les stratégies découlant du Protocole de prévention du harcèlement, notamment sexuel¹⁹¹ et, en collaboration avec le Ministère des finances, à élaborer le Protocole régissant l'élaboration de produits d'intelligence financière tenant compte des questions de genre¹⁹².

163. Le Conseil national pour l'évaluation de la politique de développement social est doté d'un système d'indicateurs sur la pauvreté et le genre¹⁹³.

164. En 2020, le Ministère des relations extérieures a adopté une politique étrangère féministe¹⁹⁴, qui promeut les droits humains de toutes les femmes, adolescentes et filles de manière transversale en politique étrangère, y compris la garantie d'une vie sans violence.

2. La parité des sexes

Recommandations 132.27 et 132.223

165. La réforme constitutionnelle de 2019¹⁹⁵ prévoit que la moitié des postes de décision doivent être occupés par des femmes¹⁹⁶. Concernant le pouvoir législatif, la législature 2021-2024 compte 250 députées et 64 sénatrices au niveau fédéral, soit 50 % pour la première fois. Au niveau des entités fédérées, les députées représentent 54,5 % des parlementaires (606 députées en 2023)¹⁹⁷.

166. L'un des objectifs prioritaires de PROIGUALDAD est la participation égale des femmes aux décisions prises dans les sphères politique, sociale, communautaire et privée.

167. On retiendra aussi que l'Observatoire de la participation politique des femmes au Mexique mène des actions visant à promouvoir la participation des femmes dans les instances décisionnelles publiques¹⁹⁸.

168. La réforme de 2019 et la réforme judiciaire qui a suivi ont fait de la parité des sexes dans la carrière judiciaire un principe constitutionnel¹⁹⁹, renforcé dans le Plan de développement institutionnel 2023-2026 du Conseil général de la magistrature²⁰⁰. Il est à signaler qu'en 2023, pour la première fois, une femme assumera la présidence de la Cour suprême.

169. Tous les concours d'accès à la charge de magistrat de district ou de circuit ont respecté la parité, ce qui a été salué par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies²⁰¹ et par le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges²⁰² en 2021.

170. La Cour suprême dispose d'outils sur les critères et normes juridiques relatifs à l'exercice de la justice tenant compte des questions de genre²⁰³.

3. L'autonomisation économique des femmes et les écarts salariaux

Recommandations 132.160, 132.161, 132.162, 132.198, 132.199 et 132.207

171. Outre l'entrée en vigueur de la Convention n° 190 en 2023²⁰⁴, PROIGUALDAD encourage les changements en faveur d'une inclusion sans discrimination des femmes sur le marché du travail, l'égalité de salaire et l'élimination des obstacles²⁰⁵. Grâce aux récentes augmentations du salaire minimum, l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes a été réduit de 20 % au niveau municipal entre 2019 et 2022²⁰⁶.

172. Le Programme relatif au travail et à la sécurité sociale 2020-2024 contribue à l'élaboration de politiques publiques visant à garantir l'élimination de l'écart salarial entre femmes et hommes sur le marché du travail.

173. Dans le Code de déontologie 2022 de l'administration publique fédérale, le harcèlement au travail, la discrimination, l'inégalité entre les femmes et les hommes, le harcèlement et le harcèlement sexuel sont considérés comme des violations des droits humains²⁰⁷.

174. Pour renforcer l'égalité au travail, Inmujeres, le Ministère du travail et de la protection sociale et le Conseil national pour la prévention de la discrimination continuent de promouvoir la certification dans la NOM 025 sur l'égalité au travail et la non-discrimination²⁰⁸. En septembre 2023, 594 centres de travail avaient été certifiés, soit 5 887 lieux de travail où travaillaient un total de 935 240 personnes.

175. En 2020, le Ministère du travail et de la protection sociale a promu le modèle de Protocole pour la prévention et l'élimination de la violence au travail²⁰⁹.

4. La violence à l'égard des femmes

Recommandations 132.37, 132.76, 132.192, 132.195, 132.197, 132.200, 132.201, 132.202, 132.203, 132.209, 132.210, 132.211, 132.212, 132.213, 132.214, 132.216, 132.218, 132.219, 132.220 et 132.221

176. Dans la réforme de 2022 de la loi générale sur l'accès des femmes à une vie sans violence (LGAMVLV)²¹⁰, le législateur a reconnu que la Commission nationale pour la prévention et l'élimination de la violence à l'égard des femmes était l'organisme chef de file de l'action menée dans ce domaine. Il a aussi souligné l'importance du Programme général de prévention, répression et élimination de la violence à l'égard des femmes (2014-2018)²¹¹.

177. En 2023, l'article 132 du Code national de procédure pénale a été modifié et prévoit désormais que la police est tenue de tenir compte des questions de genre dans ses enquêtes sur les infractions commises²¹².

178. Une augmentation du budget fédéral de 86 % est signalée concernant les principaux programmes de services spécialisés en faveur des femmes victimes de violence entre 2017 et 2023, ce qui s'est traduit par une augmentation de plus de 24 % du nombre desdits services.

179. Entre 2021 et 2022, les modèles nationaux de prévention primaire des violences à l'égard des femmes²¹³, de prise en charge et de protection des femmes victimes de violence²¹⁴ ainsi que le modèle de répression de la violence à l'égard des femmes²¹⁵ ont été adoptés dans le cadre du Système national de prévention, répression et élimination de la violence à l'égard des femmes.

180. Dans le cadre du modèle de prévention et en coordination avec le secrétariat du Système national de sécurité publique, Inmujeres met en œuvre la stratégie des réseaux de femmes bâtisseuses de paix²¹⁶ dans les 32 entités fédérées.

181. Inmujeres a aussi créé le Groupe interinstitutionnel pour les stratégies de lutte contre la violence à l'égard des femmes, des filles et des adolescentes²¹⁷, coordonné par le Ministère de l'intérieur. De même, en coordination avec le Ministère du développement agricole, territorial et urbain, Inmujeres a promulgué les lignes directrices pour la prévention et la prise en compte du harcèlement sexuel à l'encontre des femmes dans les transports publics²¹⁸.

182. On retiendra aussi le Système intégré de statistique sur la violence à l'égard des femmes, créé dans le cadre du Comité technique spécialisé sur l'information tenant compte des questions de genre²¹⁹.

183. Des programmes de formation et des campagnes de sensibilisation sont organisés pour éliminer la violence de genre contre les femmes²²⁰.

184. En 2021, la Cour suprême a réitéré l'obligation pour les tribunaux de juger en tenant compte des questions de genre²²¹ et a établi les lignes directrices du mécanisme visant à prévenir et réprimer le harcèlement sexuel et toute autre forme de violence sexuelle et fondée sur le genre²²².

5. La violence féminicide

Recommandations 132.67, 132.204, 132.205, 132.222

185. La loi générale sur l'accès des femmes à une vie sans violence décrit les contextes et les types de violence, dont la violence à l'égard des femmes, et établit le mécanisme d'alerte contre la violence à l'égard des femmes et de lutte contre le féminicide. En 2022, la loi a été modifiée pour rendre ce mécanisme plus rapide.

186. Dans le cadre des travaux de la Commission de suivi des observations du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Inmujeres promeut depuis 2020 l'harmonisation de la qualification de féminicide à la lumière des normes nationales et internationales.

187. Un modèle de qualification du féminicide²²³ a ainsi été publié en 2023 et présenté au Système national de prévention, répression et élimination de la violence à l'égard des femmes, et les entités fédérées ont été invitées à promouvoir la révision et l'analyse de leur qualification pénale du féminicide aux fins de leur homologation et de leur harmonisation au niveau national²²⁴.

188. Depuis qu'en 2021, le Conseil fédéral de la magistrature a autorisé l'Institut fédéral de l'aide judiciaire à assurer une représentation extraordinaire aux proches des victimes de féminicide²²⁵, ce dernier a fourni une assistance judiciaire, des conseils et un appui juridique tout au long de l'enquête, de la procédure pénale ou de la procédure directe d'*amparo* aux proches des victimes de féminicide dans les 32 entités fédérées.

189. En 2022, la Cour suprême a publié le Guide des normes constitutionnelles et conventionnelles relatives aux enquêtes sur les morts violentes de femmes dues à des questions de genre²²⁶.

190. En 2023, le parquet spécialisé dans les affaires de violence contre les femmes et la traite des personnes a participé à la conception du Guide pour la création et le fonctionnement des unités d'analyse et de contexte pour lutter contre la violence féminicide et le féminicide²²⁷. Le Parquet général de la République s'est aussi doté d'un Protocole intégrant la prise en compte des questions de genre dans les enquêtes du Parquet, les enquêtes policières et les expertises concernant les crimes de féminicide²²⁸.

6. La grossesse et l'interruption légale de grossesse

Recommandations 132.175, 132.176, 132.178, 132.179, 132.180, 132.181, 132.193, 132.206, 132.233

191. Le Ministère de la santé promeut un modèle de services pour les femmes s'inscrivant dans une approche humanisée, interculturelle et sûre, en réaction à la violence que subissent les femmes dans le cadre des services entourant l'accouchement²²⁹.

192. En 2019, le Ministère de la fonction publique a publié des lignes directrices pour un établissement des faits tenant compte des questions de genre et le respect de la diligence voulue dans les cas de violences commises à l'encontre des femmes enceintes²³⁰.

193. Le nombre total de décès maternels en 2022 était de 655, soit le nombre annuel le plus bas de l'histoire du pays²³¹. Le Ministère de la santé met en œuvre des mesures visant à réduire la mortalité maternelle²³².

194. En ce qui concerne l'accès à l'interruption de grossesse, en 2021, la Cour suprême a statué que la criminalisation de l'avortement était inconstitutionnelle parce qu'elle portait atteinte au droit à l'autonomie en matière de procréation²³³. La Cour a aussi jugé inconstitutionnelle la limite gestationnelle imposée pour pratiquer l'avortement en cas de violence sexuelle.

195. La loi générale relative aux victimes et la NOM 046²³⁴ protègent l'interruption volontaire de grossesse comme un droit des victimes de violence sexuelle, sans qu'il leur soit nécessaire de porter plainte. En 2022, la Cour suprême a déclaré la constitutionnalité de la NOM 046²³⁵ et validé le fait que les personnes âgées de plus de 12 ans puissent déposer une demande de manière autonome.

196. Les directives techniques relatives à l'avortement sûr au Mexique²³⁶ prévoyaient que 105 établissements de santé fourniraient des soins d'avortement sûrs dans 32 entités fédérées à l'échéance de 2022.

197. En septembre 2023, la Cour suprême a déclaré inconstitutionnelles les dispositions du Code pénal fédéral qui criminalisaient le droit de décider d'interrompre la grossesse²³⁷. En octobre 2023, au niveau fédéral et dans 12 entités fédérées, l'avortement avait été dépénalisé jusqu'à 12 semaines de grossesse²³⁸. Le HCDH a souligné l'importance de cette évolution²³⁹.

E. Les enfants et les adolescents

Recommandations 132.26, 132.208, 132.224, 132.225, 132.226, 132.227, 132.230, 132.231, 132.234, 132.235 et 132.236

198. En 2021, la loi générale sur les droits des enfants et des adolescents et le Code civil fédéral ont été modifiés de manière à prévenir, traiter, punir et interdire les châtiments corporels ou physiques et humiliants infligés aux enfants et adolescents, et à imposer le respect de leur intégrité physique, psychologique et émotionnelle²⁴⁰.

199. Les lois fédérales et celles des entités fédérées fixent l'âge minimum du mariage à 18 ans, les exceptions et dispenses étant interdites.

200. Le Programme national de protection des enfants et des adolescents 2021-2024 (PRONAPINNA) est l'instrument qui regroupe les mesures prioritaires conçues pour garantir les droits de cette catégorie de la population²⁴¹. En 2022, des progrès ont été enregistrés dans 133 (soit 91,72 %) des mesures ponctuelles que prévoit le Programme²⁴².

201. Au mois de septembre 2023, 1 870 systèmes complets de promotion et de protection des enfants et des adolescents avaient été mis en place dans tout le pays²⁴³.

202. Pour prévenir et éliminer la violence à l'encontre de ce groupe vulnérable, le Mexique s'est doté du Protocole national de coordination interinstitutionnelle pour la protection des enfants et des adolescents victimes de violence²⁴⁴, du Modèle de prise en charge des enfants et des adolescents victimes de violence familiale²⁴⁵, du Mécanisme de prévention, certification, conciliation et médiation dans les conflits impliquant des violations des droits de l'homme qui met l'accent sur la protection des enfants et des adolescents²⁴⁶ et, enfin, du Plan d'action 2019-2024 du Mexique, qui s'inscrit dans le cadre du Partenariat mondial pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants²⁴⁷.

Recommandations 132.147, 132.152, 132.154 et 132.228

203. Le Programme national de protection des enfants et des adolescents 2021-2024 (PRONAPINNA) prévoit la mise en place de mesures visant à éliminer le travail des enfants et à améliorer les mécanismes de détection des disparitions, de l'exploitation, du recrutement dans des activités criminelles, de la traite et de l'exploitation des enfants, et de prise en charge des victimes.

204. Le Programme relatif au travail et à la sécurité sociale 2020-2024 prévoit l'élimination du travail des enfants et la protection des mineurs ayant atteint l'âge où il leur est permis de travailler²⁴⁸. En outre, le Ministère du travail et de la protection sociale œuvre avec la Commission interministérielle de prévention et d'élimination du travail des enfants et de protection des travailleurs adolescents en âge de travailler.

205. Un Groupe de travail pour la protection des enfants et des adolescents contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales a été créé en 2020. Le Système national de protection des enfants et des adolescents est également dans ce domaine d'action²⁴⁹.

Recommandations 132.183 et 132.187

206. Outre le Programme national de bourses Benito Juárez, il convient de mentionner le Programme d'action relatif aux soins de santé infantile 2020-2024²⁵⁰, qui vise à améliorer la santé, la nutrition et le développement des enfants de moins de 10 ans. En 2022, 678 979 consultations ont été réalisées, 368 675 tests d'évaluation de la croissance ont été faits et 28 403 972 doses de vaccins ont été administrées à des enfants de moins de 6 ans.

207. En 2022, dans le cadre du Programme d'action²⁵¹, 150 453 jeunes ont participé à des activités de prévention et 1 507 154 adolescents ont bénéficié de consultations.

Recommandation 132.232

208. Le Programme national de protection des enfants et des adolescents 2021-2024 soutient les enfants et les adolescents des zones rurales ou urbaines vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté.

209. En 2019, la Stratégie nationale de prise en charge de la petite enfance²⁵² a été adoptée ; elle vise à garantir un accès effectif aux services de santé, d'éducation, de protection, de bien-être et de sécurité. La même année, le Programme d'appui au bien-être des enfants de mères²⁵³ qui travaillent a été créé.

210. En ce qui concerne la période 2022-2024, afin de promouvoir l'intégration des enfants et adolescents dans la société, un programme de stratégies a été mis en place concernant la prise en charge et la protection des enfants et adolescents dans les domaines suivants : enfants des rues²⁵⁴ ; enfants handicapés²⁵⁵ ; enfants autochtones ou afro-mexicains²⁵⁶ ; enfants des rues handicapés autochtones et afro-mexicains²⁵⁷. Il convient aussi de mentionner le Plan d'action stratégique pour la prise en charge des enfants et des adolescents en situation de mobilité (PEAANNAM)²⁵⁸.

F. Les personnes handicapées

Recommandations 132.247, 132.249, 132.250, 132.251 et 132.252

211. Le Programme national pour l'égalité et la non-discrimination 2021-2024 contribue à la lutte contre la stigmatisation et la discrimination liées au handicap et le Programme de protection sociale 2019-2024 vise à promouvoir des politiques d'inclusion et de protection sociale.

212. Il convient de mentionner le Manuel sur les services aux personnes handicapées²⁵⁹ établi par l'Institut mexicain de la sécurité sociale et le Guide pour l'inclusion des personnes handicapées : accès à la justice et aux droits politico-électorales, élaboré par le Tribunal électoral (pouvoir judiciaire fédéral)²⁶⁰.

213. En 2022 a été publié le recueil de jurisprudence sur les droits des personnes handicapées²⁶¹. Ce document contient toutes les normes de protection élaborées par la Cour suprême.

214. Les programmes relatifs aux pensions versées au titre de la protection sociale aux personnes présentant un handicap permanent²⁶², aux services aux personnes handicapées²⁶³ et au travail et à l'emploi des personnes handicapées 2021-2024²⁶⁴ contribuent à lutter contre la discrimination, à promouvoir l'inclusion sociale et à améliorer le bien-être des personnes handicapées, en particulier celles qui vivent dans des municipalités ou localités autochtones ou afro-mexicaines, ou dans des municipalités ou localités présentant un degré élevé ou très élevé de marginalisation.

215. Le Programme national pour l'égalité et la non-discrimination 2021-2024 vise aussi à renforcer l'accessibilité des infrastructures scolaires pour faciliter l'inclusion de tous et de chacun, y compris ceux qui présentent un handicap. À cette fin, le Programme *La Escuela es Nuestra* du Ministère de l'éducation publique améliore les conditions matérielles dans les écoles du réseau public²⁶⁵.

G. Les personnes en situation de mobilité (migrants, réfugiés et demandeurs d'asile)

Recommandations 132.135, 132.173, 132.215, 132.229, 132.256, 132.259, 132.260, 132.263 et 132.264

216. La Politique migratoire 2018-2024 est axée sur les droits de l'homme et sur le développement social et économique²⁶⁶. L'Unité de politique migratoire, d'enregistrement et d'identité des personnes (UPMRIP) du Ministère de l'intérieur est l'instance chargée de proposer une politique de migration et de mobilité humaine.

217. Le Programme 2020-2024 du Ministère de l'intérieur définit la politique générale en matière de population et de mobilité humaine²⁶⁷. Les déplacements forcés à l'intérieur du pays ont été inclus pour la première fois dans l'histoire d'un programme du Ministère²⁶⁸.

218. Le Programme relatif au travail et à la sécurité sociale 2020-2024 vise à faciliter la migration ordonnée et sûre des demandeurs d'emploi résidant dans des régions où les possibilités d'emploi sont réduites.

219. L'Unité de politique migratoire, d'enregistrement et d'identité des personnes fournit un appui technique aux autorités locales qui sont compétentes lorsqu'il s'agit d'établir et de mettre en œuvre la prise en charge dans les situations de déplacement forcé à l'intérieur du pays, notamment par des mesures liées à l'accès au logement et au retour de la population.

220. En parallèle, la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR), chargée de la reconnaissance du statut de réfugié²⁶⁹, a renforcé sa capacité de traitement des dossiers pour répondre à l'augmentation considérable du nombre de personnes demandant une protection internationale, grâce à la signature d'accords-cadres et d'accords de coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Elle a aussi étoffé son personnel au niveau national.

221. La Commission mexicaine d'aide aux réfugiés dispose de neuf bureaux de représentation et d'un bureau de liaison dans différentes entités fédérées, qui contribuent à l'intégration locale des demandeurs d'asile et des réfugiés. Elle a mis en place douze tables rondes interinstitutionnelles qui analysent les questions d'emploi, de santé, d'éducation, d'identité et de documentation.

222. En ce qui concerne la question de l'éducation, le Programme du secteur de l'éducation 2020-2024 comporte des mécanismes de prise en charge scolaire des enfants et des adolescents en situation de mobilité concernant leur accès à l'éducation, aux soins de santé et à une aide alimentaire.

223. Il convient aussi de mentionner le Protocole relatif à l'accès des enfants et des adolescents en situation de migration à l'éducation de base au Mexique²⁷⁰, ainsi que le Guide de la protection des droits des enfants et des adolescents en situation de migration²⁷¹.

224. En 2019, la Cour suprême a statué que le principe du bénéfice du doute devait être appliqué lorsqu'un étranger déposait une demande d'asile²⁷² hors délai, ce qui garantit le principe de non-refoulement²⁷³. Une fois que l'étranger a été autorisé à engager une procédure de demande d'asile²⁷⁴, la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés délivre un certificat y relatif.

225. En 2021, la Cour suprême a déterminé que le fait de ne pas attribuer aux demandeurs d'asile un numéro unique d'inscription au Registre de la population était discriminatoire et violait le droit des demandeurs à l'identité, à la santé et au travail²⁷⁵.

226. Le Programme de soins de santé pour les migrants 2019 définit la politique relative au droit à la santé de cette catégorie de la population²⁷⁶.

227. En 2020 l'Institut national des migrations (INM) a promulgué le Protocole relatif aux mesures COVID-19 dans les stations de migration et aux séjours provisoires, qui prévoit l'évaluation et la prise en charge médicale des migrants²⁷⁷.

228. Pendant la pandémie de COVID-19, le Ministère de la santé a encouragé l'accès de tous aux services de santé publics et privés^{278, 279}.

229. En 2023, la Cour suprême a déterminé que le droit à une défense adéquate pour les personnes en situation de mobilité soumises à des procédures administratives de migration était inaliénable²⁸⁰. Conformément à ce critère, l'INM demande à l'Institut fédéral de l'aide judiciaire de nommer des conseillers juridiques fédéraux²⁸¹.

Recommandations 132.80, 132.255, 132.257, 132.258, 132.261 et 132.262

230. Le Mexique s'est doté du Protocole pour la détection, l'identification et la prise en charge des migrants victimes ou victimes potentielles de la traite des êtres humains au Mexique²⁸², ainsi que d'un Guide pour la prévention des pratiques de profilage racial²⁸³.

231. L'unité chargée des enquêtes sur les infractions commises par les migrants du Parquet général de la République facilite l'accès à la justice pour les migrants et leur famille, enquête sur les infractions commises par ou contre des migrants, et dirige, coordonne et supervise la mise en œuvre des actions de réparation des préjudices subis.

232. En 2020, un accord de collaboration a été conclu entre la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés et l'Institut fédéral de l'aide judiciaire, qui vise à fournir aux demandeurs, aux réfugiés et aux bénéficiaires d'une protection subsidiaire un accès à des conseils juridiques et à un accompagnement²⁸⁴. À cet égard, de 2019 à 2023, des services ont été offerts à 22 232 personnes en situation de mobilité et faisant l'objet d'une protection internationale et à 24 974 enfants et adolescents, ainsi qu'à 187 femmes ayant subi des faits de violence.

233. En 2022, le Système national de recherche a adopté les Lignes directrices du mécanisme d'appui extérieur aux recherches et enquêtes qui, par l'intermédiaire de la Commission nationale de recherche des personnes et du Ministère des relations extérieures, facilite l'accès à la justice et la réparation des préjudices subis par les migrants ou leur famille, et contribue à la recherche et à la localisation des migrants disparus, ainsi qu'aux enquêtes et aux poursuites pénales²⁸⁵.

234. La même année, le Ministère de l'intérieur a publié le Guide pour la prise en charge et la protection des femmes dans le contexte de la migration à la frontière sud du Mexique²⁸⁶.

Recommandations 132.227, 132.229 et 132.254

235. En 2020, des réformes apportées à la loi sur les migrations²⁸⁷ et à la loi sur les réfugiés²⁸⁸ ont établi les principes guidant la protection spéciale des enfants et des adolescents migrants.

236. Depuis 2021, l'Institut national des migrations n'héberge plus les mineurs dans les stations de migration mais les oriente immédiatement vers des centres d'hébergement ou d'assistance sociale déterminés par le Programme institutionnel 2020-2024 du Système national pour le développement de la famille.

H. Les personnes âgées

Recommandations 132.3 et 132.64

237. L'Institut national des personnes âgées (INAPAM) s'occupe du bien-être des personnes âgées en garantissant l'effectivité de leurs droits par la délivrance de certificats, de conseils juridiques, de services médicaux, de liens productifs, de centres culturels, de clubs et de résidences.

238. Le Programme 2021-2024 de l'Institut national promeut des politiques publiques pour le bien-être des personnes âgées²⁸⁹. Au cours du premier semestre 2023, l'Institut a fourni des services à 1 140 755 personnes âgées.

239. Le Programme de pensions de vieillesse versées au titre de la protection sociale, mis en œuvre par le Ministère de la protection sociale, offre une aide universelle aux personnes âgées de plus de 65 ans, sous la forme d'une pension bimestrielle non contributive ; cette pension est reconnue comme un droit constitutionnel²⁹⁰.

240. De septembre 2022 à juin 2023, l'État a versé une pension à 11 427 224 bénéficiaires, dont 998 470 vivent dans des municipalités ou localités autochtones ou afro-mexicaines²⁹¹.

241. En 2022, la Cour suprême a publié le Manuel relatif au jugement des personnes âgées, établi à l'intention des juges, pour faciliter la résolution des affaires²⁹².

Notes

- ¹ *Sistema de Seguimiento y Atención a las Recomendaciones Internacionales en materia de Derechos Humanos*, Secretaría de Relaciones Exteriores, Gobierno de México. Disponible en: <https://seridh.sre.gob.mx/publico>
- ² *Sistema Nacional de Evaluación del Nivel de Cumplimiento de los Derechos Humanos*, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: <https://sneh.segob.gob.mx/acerca.php>
- ³ *Semáforo de Evaluación del Cumplimiento de Recomendaciones Internacionales de Derechos Humanos*, Comisión Nacional de los Derechos Humanos. Disponible en: <https://secridh.cndh.org.mx/>
- ⁴ *Decreto Promulgatorio de la Convención Interamericana contra toda Forma de Discriminación e Intolerancia, adoptada en La Antigua, Guatemala, el cinco de junio de dos mil trece*, publicado en el Diario de la Federación el 20 de febrero de 2020, Diario Oficial de la Federación, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5587003&fecha=20/02/2020#gsc.tab=0
- ⁵ *Decreto Promulgatorio de la Convención Interamericana contra el Racismo, la Discriminación Racial y Formas Conexas de Intolerancia, adoptada en La Antigua, Guatemala, el cinco de junio de dos mil trece*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 20 de febrero de 2020, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5587002&fecha=20/02/2020#gsc.tab=0
- ⁶ *Acuerdo Regional sobre el Acceso a la Información, la Participación Pública y el Acceso a la Justicia en Asuntos Ambientales en América Latina y el Caribe*, Comisión Económica para América Latina y el Caribe, Santiago, Chile, 2022. Disponible en: https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/43595/S2200798_es.pdf
- ⁷ *Decreto Promulgatorio del Convenio 189 sobre el Trabajo Decente para las Trabajadoras y los Trabajadores Domésticos, adoptado en Ginebra, el dieciséis de junio de dos mil once*, publicado en el

- Diario de la Federación el 2 de julio de 2021, Diario Oficial de la Federación, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en:
https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5622925&fecha=02/07/2021#gsc.tab=0
- ⁸ *Ratificación del C190 - Convenio sobre la violencia y el acoso, 2019 (núm. 190)*, Organización Internacional del Trabajo, entrada en vigor el 25 de junio de 2021. Disponible en:
https://www.ilo.org/dyn/normlex/es/f?p=NORMLEXPUB:11300:0::NO::P11300_INSTRUMENT_ID:3999810
- ⁹ *Ratificaciones de México*, Organización Internacional del Trabajo. Disponible en:
https://www.ilo.org/dyn/normlex/es/f?p=1000:11200:0::NO:11200:P11200_COUNTRY_ID:102764
- ¹⁰ *Decreto Promulgatorio de la Convención Interamericana sobre la Protección de los Derechos Humanos de las Personas Mayores, adoptada en Washington D.C., Estados Unidos de América, el quince de junio de dos mil quince*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 20 de abril de 2023, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en:
https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5686151&fecha=20/04/2023#gsc.tab=0
- ¹¹ Ver Anexo 1. *Diálogo con las Organizaciones de la Sociedad Civil, en el marco de la cuarta evaluación de México del Mecanismo de Examen Periódico Universal*.
- ¹² *Plan Nacional de Desarrollo 2019-2024*, Gobierno de México. Disponible en: <https://framework-gb.cdn.gob.mx/landing/documentos/PND.pdf>
- ¹³ *Programa Nacional de Desarrollo Social 2021-2024*, Secretaría de Bienestar, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 15 de diciembre de 2021. Disponible en:
https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5638368&fecha=15/12/2021#gsc.tab=0
- ¹⁴ *Programa Nacional de Derechos Humanos 2020-2024*, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: <https://www.gob.mx/segob/documentos/programa-nacional-de-derechos-humanos-2020-2024>
- ¹⁵ *Se presenta la Plataforma Digital de Seguimiento del Programa Nacional de Derechos Humanos*, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México, 14 de junio de 2023. Disponible en:
<https://www.gob.mx/segob/prensa/se-presenta-la-plataforma-digital-de-seguimiento-del-programa-nacional-de-derechos-humanos-336959?idiom=es>
- ¹⁶ Ver Anexo 2. *Acciones para la formación de personas funcionarias y servidoras públicas de la Administración Pública Federal en Derechos Humanos*.
- ¹⁷ Ver Anexo 3. *Censos y Encuestas del Instituto Nacional de Estadística y Geografía*.
- ¹⁸ *Programa Nacional para la Igualdad y No Discriminación 2021-2024*, Consejo Nacional para Prevenir la Discriminación, Gobierno de México. Disponible en:
http://www.conapred.org.mx/userfiles/files/PRONAIND_2021-2024_final.Ax.pdf
- ¹⁹ *Ley Federal para Prevenir y Eliminar la Discriminación*, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 11 de junio de 2003, Cámara de Diputados del H. Congreso de la Unión. Disponible en:
<https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LFPED.pdf>
- ²⁰ Con excepción de Tamaulipas y Veracruz.
- ²¹ Ya sea en sus códigos penales o en alguna otra legislación. La única excepción es la entidad federativa de Guanajuato.
- ²² *Sistema Nacional de Información sobre Discriminación*, Consejo Nacional para Prevenir la Discriminación, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en:
<https://sindis.conapred.org.mx/>
- ²³ Ver Anexo 4. *Campañas de sensibilización y estudios de Consejo Nacional para Prevenir la Discriminación*.
- ²⁴ *Encuesta Nacional sobre Discriminación (ENADIS) 2022*, Instituto Nacional de Estadística y Geografía. Disponible en:
https://www.inegi.org.mx/contenidos/saladeprensa/boletines/2023/ENADIS/ENADIS_Nal22.pdf
- ²⁵ Ver Anexo 5. *Protocolos de actuación de la Suprema Corte de Justicia de la Nación*.
- ²⁶ *La independencia del Poder Judicial de la Federación*, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México, mayo de 2006. Disponible en:
https://www.scjn.gob.mx/sites/default/files/publicaciones_scjn/publicacion/2016-10/57268_1_0.pdf
- ²⁷ *Reforma Judicial*, Consejo de la Judicatura Federal, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México. Disponible en:
<https://www.reformajudicial.gob.mx/secciones/reforma/index.html>
- ²⁸ *El ABC del Sistema Judicial Penal Adversarial. ¿Cómo funciona?* Consejo de la Judicatura Federal. Disponible en: <https://www.cjf.gob.mx/sjpa/>
- ²⁹ *Guías Judiciales de Conducción de Audiencias Penales*, Consejo de la Judicatura Federal, Poder Judicial de la Federación, 2022. Disponible en:
<https://www.cjf.gob.mx/PJD/guias/visorGuia.aspx?iug=Vol1GCA&lib=1>
- ³⁰ *Guías de Valoración de la Prueba Pericial*, Volumen I y II, Consejo de la Judicatura, Gobierno de México. Disponible en: <https://www.cjf.gob.mx/PJD/guias/Default.aspx>
- ³¹ *Usos y retos del peritaje sociocultural/antropológico con perspectiva de género para el acceso a la*

- justicia*, Consejo de la Judicatura Federal, Gobierno de México, diciembre de 2022. Disponible en: <https://www.cjf.gob.mx/micrositios/DGDHIGyAI/resources/publicaciones/usuariosretosdelperitajesocio-culturalantropologicoconPEG.pdf>
- ³² El programa fue implementado en el Centro Federal de Readaptación Social número 16 ubicado en Xochitepec, Morelos y en el Centro Federal de Readaptación Social número 5 en Villa Aldama, Veracruz.
- ³³ Como consecuencia de la Reforma Constitucional que crea la Fiscalía General de la República y de la entrada en vigencia de su Ley Orgánica y de la Declaratoria de Autonomía de 20 de diciembre de 2018, se determinó que la coordinación a que alude el artículo 70 de la Ley General para Prevenir, Investigar y Sancionar la Tortura y Otros Tratos o Penas Cruelles, Inhumanos o Degradantes, podría realizarse con la Secretaría de Gobernación.
- ³⁴ La sentencia “Caso Mujeres Víctimas de Tortura Sexual en Atenco vs México”, emitida por la Corte Interamericana de Derechos Humanos en 2018 ordenó, entre otras, fortalecer el Mecanismo de Seguimiento de Casos de Tortura Sexual Cometida contra las Mujeres. Ver: *CASO MUJERES VÍCTIMAS DE TORTURA SEXUAL EN ATENCO VS. MÉXICO (Excepción Preliminar, Fondo, Reparaciones y Costas)*, sentencia de 28 de noviembre de 2018, Corte Interamericana de Derechos Humanos, Disponible en: https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_371_esp.pdf
- ³⁵ *Lineamientos para la organización y funcionamiento del Mecanismo de Seguimiento de Casos de Tortura Sexual Cometida contra las Mujeres*, publicados en el Diario Oficial de la Federación el 24 de marzo de 2023, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5683785&fecha=24/03/2023#gsc.tab=0
- ³⁶ *Decreto por el que se expide la Ley de la Fiscalía General de la República, se abroga la Ley Orgánica de la Fiscalía General de la República y se reforman, adicionan y derogan diversas disposiciones de distintos ordenamientos legales*, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 20 de mayo de 2021, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/lfgr/LFGR_orig_20may21.pdf
- ³⁷ Las Fiscalías Especializadas se encuentran en las entidades federativas de Aguascalientes, Baja California, Coahuila, Colima, Guanajuato, Hidalgo, Michoacán, Nuevo León, Zacatecas; mientras que las Unidades Especializadas se encuentran en Baja California Sur, Jalisco, Puebla y Tamaulipas.
- ³⁸ *Contradicción de Criterios 31/2021*, votación: mayoría de 4 votos, párrs. 118-122, Primera Sala, Suprema Corte de Justicia de la Nación, 20 de octubre de 2021. Disponible en: <https://www2.scjn.gob.mx/ConsultaTematica/PaginasPub/DetallePub.aspx?AsuntoID=279327>
- ³⁹ *Protocolo para juzgar casos de tortura y malos tratos*, Unidad General de Conocimiento Científico y Derechos Humanos, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México, noviembre de 2021. Disponible en: <https://www.scjn.gob.mx/derechos-humanos/sites/default/files/protocolos/archivos/2022-01/Protocolo%20para%20juzgar%20casos%20de%20tortura%20y%20malos%20tratos.pdf>
- ⁴⁰ *Protocolo para juzgar casos de tortura y malos tratos*, Unidad General de Conocimiento Científico y Derechos Humanos, Suprema Corte de Justicia de la Nación, noviembre de 2021. Disponible en: <https://www.scjn.gob.mx/derechos-humanos/sites/default/files/protocolos/archivos/2022-01/Protocolo%20para%20juzgar%20casos%20de%20tortura%20y%20malos%20tratos.pdf>
- ⁴¹ *Ley General para Prevenir, Investigar y Sancionar la Tortura y Otros Tratos o Penas Cruelles, Inhumanos o Degradantes*, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 26 de junio de 2017, Cámara de Diputados del H. Congreso de la Unión. Disponible en: <https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LGPIST.pdf>
- ⁴² *CJF COMPROMETIDO CON LA “JUSTICIA ABIERTA” AL ESCRUTINIO; FIRMA ACUERDO HISTÓRICO PARA GENERAR INDICADORES DE CUMPLIMIENTO DE LOS DDHH*, Consejo de la Judicatura Federal, Comunicado 37/2021, 16 de noviembre de 2021. Disponible en: <https://www.giz.de/en/downloads/comunicado37.pdf>
- ⁴³ Consulte el documento en: *Diagnóstico Nacional sobre Tortura Sexual cometida contra Mujeres Privadas de la Libertad en México*, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México, 2022. Disponible en: <https://www.gob.mx/cms/uploads/segob/Diagn%20C3%B3stico%20Nacional%20sobre%20Tortura%20Sexual%20Cometida%20Contra%20Mujeres%20Privadas%20de%20la%20Libertad%20en%20M%20C3%A9xico.pdf>
- ⁴⁴ Las personas defensoras cuentan con herramientas y guías para la documentación de casos de tortura. Tal es el caso de la *Guía para el uso adecuado de la cédula de atención para la documentación de hechos de tortura y tratos crueles, inhumanos o degradantes*, Instituto Federal de la Defensoría Pública, Gobierno de México, septiembre de 2021. Disponible en: <https://www.ifdp.cjf.gob.mx/resources/documentos/2022/guiaUsoAdecuadocedulaAtencion.pdf>
- ⁴⁵ Ver Anexo 6. *Campañas del Gobierno de México con motivo del Día Internacional en Apoyo de las Víctimas de la Tortura*.
- ⁴⁶ *Estrategia Nacional Contra la Tortura 2023*, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México, 27 de

- junio de 2023. Disponible en: <https://www.gob.mx/segob/documentos/estrategia-nacional-contra-la-tortura-2023>
- 47 *Ley Nacional del Registro de Detenciones*, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 27 de mayo de 2019, Cámara de Diputados del H. Congreso de la Unión. Disponible en: https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LNRD_270519.pdf
- 48 *¿Qué es el Sistema Nacional de Seguridad Pública (SNSP)?*, Acciones y Programas, Secretariado Ejecutivo del Sistema Nacional de Seguridad Pública, Gobierno de México. Disponible en: <https://www.gob.mx/sesnsp/acciones-y-programas/que-es-el-sistema-nacional-de-seguridad-publica>
- 49 *Acción de Inconstitucionalidad 63/2019*, votación: Enlace, párrs. 124 y 124, Pleno, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México, 24 de enero de 2023. Disponible en: <https://www2.scjn.gob.mx/ConsultaTematica/PaginasPub/DetallePub.aspx?AsuntoID=258423>
- 50 *El Grupo de Trabajo de la ONU sobre Detención Arbitraria concluye visita a México*, Comunicado conjunto GOBERNACIÓN-RELACIONES EXTERIORES, Secretaría de Relaciones Exteriores, Gobierno de México, 29 de septiembre de 2023. Disponible en: <https://www.gob.mx/sre/prensa/el-grupo-de-trabajo-de-la-onu-sobre-detencion-arbitraria-concluye-visita-a-mexico-347007?idiom=es>
- 51 Ver Anexo 7. *Personas privadas de la libertad en el sistema penitenciario federal, información remitida por el Órgano Administrativo Desconcentrado Prevención y Readaptación Social*.
- 52 *Grupo de Trabajo sobre Detención Arbitraria: Observaciones Preliminares de su visita a México (18 al 29 de septiembre de 2023)*, Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos, septiembre de 2023. Disponible en: <https://hchr.org.mx/wp/wp-content/uploads/2023/09/Preliminary-Findings-29-september-FINAL-Spanish.pdf>
- 53 *Declaratoria de la entrada en vigor de la Autonomía Constitucional de la Fiscalía General de la República*, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 20 de diciembre de 2018, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5546944&fecha=20/12/2018#gsc.tab=0
- 54 *¿Qué hacemos?*, Fiscalía General de la República, Gobierno de México. Disponible en: <https://www.gob.mx/fgr/que-hacemos>
- 55 *Procuradurías y Fiscalías*, Conferencia Nacional de Procuración de Justicia. Gobierno de México. Disponible en: http://www.cnpj.gob.mx/Paginas/procuradurias_fiscalias.aspx
- 56 *Decreto por el que se reforma y adiciona el artículo 102, apartado B, de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 13 de septiembre de 1999, Comisión Nacional de los Derechos Humanos. Disponible en: https://www.cndh.org.mx/sites/default/files/documentos/2019-04/Decreto_OAC_CNDH.pdf
- 57 *Ley de la Comisión Nacional de los Derechos Humanos*, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 29 de junio de 1992, Cámara de Diputados del H. Congreso de la Unión, Gobierno de México. Disponible: <https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LCNDH.pdf>
- 58 *Plan Estratégico Institucional 2020-2024*, Comisión Nacional de los Derechos Humanos. Disponible en: https://www.cndh.org.mx/sites/default/files/doc/Transparencia/17/bases_PEI_2020-2024.pdf
- 59 *Por primera vez en su historia, la CNDH no solicita más recursos para su ejercicio y su Proyecto de Presupuesto 2023 se encauza para consolidar su transformación*, Comunicado DGDDH/260/2022, Dirección General de Difusión de los Derechos Humanos, Comisión Nacional de los Derechos Humanos, 12 de septiembre de 2022. Disponible en: https://www.cndh.org.mx/sites/default/files/documentos/2022-09/COM_2022_260.pdf
- 60 Tiene como objetivos prioritarios combatir frontalmente las causas y efectos de la corrupción, combatir los niveles de impunidad administrativa en el Gobierno Federal, promover la eficiencia y eficacia de la gestión pública, promover la profesionalización y la gestión eficiente de los recursos humanos de la Administración Pública Federal y promover el uso eficiente y responsable de los bienes del Estado Mexicano. Ver: *Programa Nacional de Combate a la Corrupción y a la Impunidad, y de Mejora de la Gestión Pública 2019-2024*, Secretaría de Hacienda y Crédito Público, Secretaría de la Función Pública, Gobierno de México, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 30 de agosto de 2019. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/509882/PNCCIMGP_2019-2024.pdf
- 61 Ver Anexo 8. *Acciones de la Secretaría de la Función Pública*.
- 62 Ésta es la base para las políticas que desarrollan los 32 Sistemas Locales Anticorrupción en todo el país. Ver: *Política Nacional Anticorrupción*, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: <https://www.dof.gob.mx/2020/SESNA/PNA.pdf>
- 63 *Comité Coordinador del Sistema Nacional Anticorrupción*, Gobierno de México. Disponible en: <https://www.sesna.gob.mx/que-hacemos/#:~:text=Comit%C3%A9%20Coordinador%20del%20SNA&text=Es%20el%20C3%B3rgano%20colegiado%20que,administrativas%20y%20hechos%20de%20corrupci%C3%B3n>
- 64 *Decreto por el que se crea la Comisión para el Acceso a la Verdad, el Esclarecimiento Histórico y el Impulso a la Justicia de las violaciones graves a los derechos humanos cometidas de 1965 a 1990*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 6 de octubre de 2021, Secretaría de Gobernación,

- Gobierno de México. Disponible en:
https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5631865&fecha=06/10/2021#gsc.tab=0
- ⁶⁵ Éste tiene por objeto brindar una respuesta unificada y coherente para garantizar los derechos de las víctimas. Ver: *Acuerdo General del Pleno del Consejo de la Judicatura Federal que reglamenta el trámite para la concentración de asuntos en los órganos jurisdiccionales a cargo del propio Consejo*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 3 de junio de 2022, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en:
https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5654105&fecha=03/06/2022
- ⁶⁶ *5° Informe de gobierno*, Presidencia de la República, Gobierno de México, 1 de septiembre de 2023. Disponible en: <https://framework-gb.cdn.gob.mx/informe/760e7dab2836853c63805033e514668301fa9c47.pdf>
- ⁶⁷ *Derecho de las víctimas a conocer la verdad*, Cuadernos de jurisprudencia núm. 1, Centro de Estudios Constitucionales, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México, agosto de 2023. Disponible en:
https://www.sitios.scjn.gob.mx/cec/sites/default/files/publication/documents/2023-09/CDJ_Derecho%20de%20las%20vi%C3%A1ctimas%20a%20conocer%20la%20verdad_electro%CC%81nico.pdf
- ⁶⁸ *Programa Institucional de la Comisión Ejecutiva de Atención a Víctimas 2020-2024*, Comisión Ejecutiva de Atención a Víctimas 2020-2024, Gobierno de México. Disponible en:
https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/727926/PICEAV_2020-2024_2022_Rev.pdf
- ⁶⁹ Acorde con los procedimientos establecidos en la Ley General de Víctimas, se brindan medidas de ayuda, asistencia, atención y reparación que requieran las víctimas para garantizar que superen las condiciones de necesidad que tengan relación directa con el hecho victimizante. Ver: *Ley General de Víctimas*, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 9 de enero de 2013, Cámara de Diputados del H. Congreso de la Unión. Disponible en:
https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/112957/Ley_General_de_Victimas.pdf
- ⁷⁰ Ver Anexo 9. *Acciones de la Comisión Ejecutiva de Atención a Víctimas para garantizar los derechos de las víctimas*.
- ⁷¹ Estrategia Nacional de Seguridad Pública, Gobierno de México. Disponible en:
https://infosen.senado.gob.mx/sgsp/gaceta/64/1/2019-02-01-1/assets/documentos/Estrategia_Seguridad.pdf
- ⁷² *Operaciones contra el narcotráfico*, Secretaría de la Defensa Nacional, Gobierno de México, 1 de abril de 2022. Disponible en: <https://www.gob.mx/sedena/acciones-y-programas/operaciones-contra-el-narcotrafico-6963>
- ⁷³ *Ley de la Guardia Nacional*, Diario Oficial de la Federación el 27 de mayo de 2019, Cámara de Diputados del H. Congreso de la Unión. Disponible en:
<https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LGN.pdf>
- ⁷⁴ Ver Anexo 2. *Acciones para la formación de personas funcionarias y servidoras públicas de la Administración Pública Federal en Derechos Humanos*.
- ⁷⁵ *Ley Nacional sobre el Uso de la Fuerza*, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 27 de mayo de 2019, Cámara de Diputados del H. Congreso de la Unión. Disponible en:
<https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LNUF.pdf>
- ⁷⁶ *Protocolo de Actuación para el uso de la fuerza por parte de los integrantes del Servicio de Protección Federal*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 19 de octubre de 2021, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en:
https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5633065&fecha=19/10/2021#gsc.tab=0
- ⁷⁷ *Protocolo de Actuación para el uso de la fuerza por parte de los integrantes del Servicio de Protección Federal*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 19 de octubre de 2021, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en:
https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5633065&fecha=19/10/2021#gsc.tab=0
- ⁷⁸ A quien cometa este ilícito se le impondrán de 25 a 60 años de prisión y una multa de 500 a mil veces el valor diario de la Unidad de Medida y Actualización. Ver: *Proponen en el Senado tipificar el delito de ejecución extrajudicial cometido por agentes del Estado*, Coordinación de Comunicación Social, LXV Legislatura, Senado de la República, 6 de enero de 2023. Disponible en:
<https://comunicacionsocial.senado.gob.mx/informacion/comunicados/4761-proponen-en-el-senado-tipificar-el-delito-de-ejecucion-extrajudicial-cometido-por-agentes-del-estado>
- ⁷⁹ *Amparo en Revisión 1077/2019*, votación: unanimidad de 5 votos, párrs. 127-133, Primera Sala, Suprema Corte de Justicia de la Nación, 16 de junio de 2021. Disponible en:
<https://www2.scjn.gob.mx/ConsultaTematica/PaginasPub/DetallePub.aspx?AsuntoID=266541>
- ⁸⁰ La delegación mexicana estuvo integrada por las secretarías de Gobernación; de Relaciones Exteriores; y de Seguridad y Protección Ciudadana; la Comisión Nacional de Búsqueda y la Fiscalía General de la República, así como el Consejo de la Judicatura Federal. Ver: *Concluye diálogo constructivo del Estado mexicano con el Comité contra la Desaparición Forzada*, Secretaría de

- Gobernación, Gobierno de México, 15 de septiembre de 2023. Disponible en: <https://www.gob.mx/segob/prensa/concluye-dialogo-constructivo-del-estado-mexicano-con-el-comite-contrala-desaparicion-forzada-345238?idiom=es>
- ⁸¹ *Observaciones finales sobre la información complementaria presentada por México con arreglo al artículo 29, párrafo 4, de la Convención*, CED/C/MEX/OAI/2, [VERSIÓN AVANZADA NO EDITADA], Comité contra la Desaparición Forzada, Organización de las Naciones Unidas, 29 de septiembre de 2023. Disponible en: https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CED%2FC%2FMEX%2FOAI%2F2&Lang=en
- ⁸² *Ley General en Materia de Desaparición Forzada de Personas, Desaparición Cometida por Particulares y del Sistema Nacional de Búsqueda de Personas*, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 17 de noviembre de 2017, Cámara de Diputados del H. Congreso de la Unión. Disponible en: <https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LGMDFP.pdf>
- ⁸³ *Acuerdo A/013/18 por el que se crea la Fiscalía Especializada en Investigación de los Delitos de Desaparición Forzada y se establecen sus atribuciones*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 16 de febrero de 2018, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5513521&fecha=16/02/2018#gsc.tab=0
- ⁸⁴ Los estados de Baja California, Durango, Oaxaca, San Luis Potosí, Sonora y Yucatán cuentan con unidades, el resto cuenta con Fiscalías.
- ⁸⁵ *Contexto general*, Comisión Nacional de Búsqueda, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: <https://versionpublicarnpdno.segob.gob.mx/Dashboard/ContextoGeneral>
- ⁸⁶ Su principal estrategia es la búsqueda generalizada desde una metodología de enfoque masivo y, de acuerdo con las necesidades, aplicará un enfoque híbrido para el correcto tratamiento forense de los cuerpos y restos humanos de personas fallecidas sin identificar que se recuperen de Servicios Médicos Forenses, fosas comunes y de inhumación clandestina. Ver: *Decreto por el que se reforman y adicionan diversas disposiciones de la Ley General en Materia de Desaparición Forzada de Personas, Desaparición Cometida por Particulares y del Sistema Nacional de Búsqueda de Personas*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 13 de mayo de 2022, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5651985&fecha=13/05/2022#gsc.tab=0
- ⁸⁷ *Centro Regional de Identificación Humana, habrá un antes y un después en tareas de búsqueda e identificación de personas desaparecidas*, Boletín de prensa, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México, 26 de agosto de 2020. Disponible en: <https://www.gob.mx/segob/prensa/con-centro-regional-de-identificacion-humana-habra-un-antes-y-un-despues-en-tareas-de-busqueda-e-identificacion-de-personas-desaparecidas?idiom=es>
- ⁸⁸ *Acuerdo SNBP/001/2019 por el que se aprueba la creación del Mecanismo Extraordinario de Identificación Forense*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 19 de marzo de 2020, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5589797&fecha=19/03/2020#gsc.tab=0
- ⁸⁹ Estas entidades federativas son Baja California Sur, Coahuila, Colima, Durango, Guerrero, Hidalgo, Jalisco, Michoacán, Morelos, Nayarit, Sinaloa, Sonora, Tamaulipas, Veracruz y Zacatecas.
- ⁹⁰ *Lineamientos L/001/2022 para la implementación y operación del Banco Nacional de Datos Forenses; del Registro Forense Federal; del Registro Nacional de Personas Fallecidas No Identificadas y No Reclamadas; del Registro Nacional de Fosas Comunes y de Fosas Clandestinas; y de la Base Nacional de Información Genética*, publicados en el Diario Oficial de la Federación el 6 de abril de 2023, Fiscalía General de la República. Disponible en: <http://aplicaciones.pgr.gob.mx/normatecasustantiva/Normateca%20Sustantiva/Lineamientos%20L-001-2022.pdf>
- ⁹¹ *BASES DE COLABORACIÓN PARA LA OPERACIÓN DEL BANCO NACIONAL DE DATOS FORENSES; DEL REGISTRO NACIONAL DE PERSONAS FALLECIDAS NO IDENTIFICADAS Y NO RECLAMADAS; DEL REGISTRO NACIONAL DE FOSAS COMUNES Y DE FOSAS CLANDESTINAS; Y DE LA BASE NACIONAL DE INFORMACIÓN GENÉTICA QUE CELEBRAN, LA FISCALÍA GENERAL DE LA REPÚBLICA, A QUIEN EN LO SUCESIVO SE LE DENOMINARÁ LA "FGR" Y LAS PROCURADURÍAS Y FISCALÍAS GENERALES DE JUSTICIA DE LAS ENTIDADES FEDERATIVAS*; Conferencia Nacional de Procuración de Justicia, Fiscalía General de la República, 22 de diciembre de 2022. Disponible en: http://www.cnpj.gob.mx/normatividad/Documentos_Normatividad/Bases%20de%20Colaboraci%C3%B3n%20para%20la%20operaci%C3%B3n%20del%20Banco%20Nacional%20de%20Datos%20Forenses.pdf
- ⁹² Para dicho fin, el Estado mexicano ha apostado por un modelo de amplia coordinación institucional entre comisiones de búsqueda (nacional y locales), fiscalías (federales y estatales), policías (municipales, estatales y federales) y otras autoridades (migratorias, diplomáticas, forenses, de

- asistencia social, etc, atendiendo a lo establecido en la LGMDF.
- ⁹³ *Información complementaria presentada por México con arreglo al artículo 29, párrafo 4, de la Convención Internacional para la Protección de Todas las Personas contra las Desapariciones Forzadas*, Comité contra la Desaparición Forzada, Organización de las Naciones Unidas, 14 de enero de 2022. Disponible en:
https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CED%2FC%2FMEX%2FAI%2F2&Lang=en
- ⁹⁴ *Programa Nacional de Búsqueda de Personas Desaparecidas y No Localizadas*, Comisión Nacional de Búsqueda, Gobierno de México, marzo de 2023. Disponible en:
https://comisionacionaldebusqueda.gob.mx/wp-content/uploads/2023/05/2DA-PNBP_Final_V7_19052023_ConLogosyDisclaimer-1.pdf
- ⁹⁵ *Programa Nacional de Búsqueda de Personas Desaparecidas y No Localizadas*, Comisión Nacional de Búsqueda, Gobierno de México, marzo de 2023. Disponible en:
https://comisionacionaldebusqueda.gob.mx/wp-content/uploads/2023/05/2DA-PNBP_Final_V7_19052023_ConLogosyDisclaimer-1.pdf
- ⁹⁶ *Acuerdo SNBP/002/2020 por el que se aprueba el Protocolo Homologado para la Búsqueda de Personas Desaparecidas y No Localizadas, el cual se anexa al presente Acuerdo y forma parte integrante del mismo*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 6 de octubre de 2020, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en:
https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5601905&fecha=06/10/2020#gsc.tab=0
- ⁹⁷ *Protocolo Adicional para la Búsqueda de Niñas, Niños y Adolescentes*, Documentos, Sistema Nacional de Búsqueda de Personas, Gobierno de México, 15 de julio de 2021. Disponible en:
<https://www.gob.mx/sipinna/documentos/protocolo-adicional-para-la-busqueda-de-ninas-ninos-y-adolescentes-panna-sistema-nacional-de-busqueda-de-personas>
- ⁹⁸ *Protocolo Alba: la búsqueda inmediata de mujeres y niñas desaparecidas*, Comisión Nacional para Prevenir y Erradicar la Violencia Contra las Mujeres, Gobierno de México, 26 de enero de 2021. Disponible en: <https://www.gob.mx/conavim/articulos/protocolo-alba-la-busqueda-inmediata-de-mujeres-y-ninas-desaparecidas-262178>
- ⁹⁹ Tapia Olivares, Luis Eliud (coord.), *Manual sobre desaparición de personas*, Dirección General de Derechos Humanos, Suprema Corte de Justicia de la Nación, México, 2022. Disponible en:
<https://www.scjn.gob.mx/derechos-humanos/sites/default/files/Publicaciones/archivos/2022-11/Manual%20sobre%20desaparici%C3%B3n%20de%20personas.pdf>
- ¹⁰⁰ *Guías para la valoración de la prueba pericial en materia genética, toxicología, lofoscopia y análisis de voz*, Escuela Federal de Formación Judicial, Consejo de la Judicatura Federal, Gobierno de México, 2022. Disponible en:
https://escuelajudicial.cjf.gob.mx/concursos/2023/ImplementacionReforma/2023/Genetica_Toxicologia.pdf
- ¹⁰¹ Esta información puede ser consultada en las siguientes ligas electrónicas del Presupuesto de Egresos de la Federación, dentro del ramo “04 Gobernación”:
<https://www.pef.hacienda.gob.mx/es/PEF2023/tomoIII>;
<https://www.pef.hacienda.gob.mx/es/PEF2022/tomoIII>;
<https://www.pef.hacienda.gob.mx/es/PEF2021/tomoIII>;
<https://www.pef.hacienda.gob.mx/es/PEF2020/tomoIII>;
<https://www.pef.hacienda.gob.mx/es/PEF2019/tomoIII>;
<https://www.pef.hacienda.gob.mx/es/PEF2018/tomoIII>.
- ¹⁰² La detención ha sido a miembros de la ex Policía Federal, ex Procuraduría General de la República, Secretaría de Marina y SEDENA. Ver: *4° Informe de gobierno*, Presidencia de la República, Gobierno de México, 1 de septiembre de 2022. Disponible en: <https://framework-gb.cdn.gob.mx/informe/5b8e7a983a893dfcbd02a8e444abfb45.pdf>
- ¹⁰³ *Informe de la Presidencia de la Comisión para la Verdad y Acceso a la Justicia del Caso Ayotzinapa*, Gobierno de México, septiembre de 2023. Disponible en:
https://comisionayotzinapa.segob.gob.mx/work/models/Comision_para_la_Verdad/Documentos/pdf/20_Informe.pdf
- ¹⁰⁴ También busca fortalecer la atención, reintegración social y reparación integral a víctimas y personas ofendidas por medio del fortalecimiento y especialización de las instituciones que brindan asistencia, como refugios, albergues y casas de medio camino. Ver: *Programa Nacional para Prevenir, Sancionar y Erradicar los Delitos en Materia de Trata de Personas y para la Protección y Asistencia a las Víctimas de estos Delitos 2022-2024*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 27 de diciembre de 2022, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en:
https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5675759&fecha=27/12/2022
- ¹⁰⁵ *Sistema Nacional en Materia de Trata de Personas*, Comisión Intersecretarial para Prevenir, Sancionar y Erradicar los Delitos en Materia de Trata de Personas y para la Protección y Asistencia a las Víctimas de estos Delitos, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en:

- http://www.comisioncontralatrata.segob.gob.mx/work/models/Comision_Intersecretarial/Documentos/imagenes/multimedia/Ficha_QUE_ES_SINTRA.pdf
- 106 *Programa Sectorial de Bienestar 2020-2024*, Secretaría de Bienestar, Gobierno de México. Disponible en: <https://www.gob.mx/bienestar/documentos/programa-sectorial-de-bienestar>
- 107 *Histórica reforma al artículo 4° constitucional, afirma presidente; convoca a personal médico para atender CODID-19*, Presidencia de la República, Gobierno de México, 4 de abril de 2020. Disponible en: <https://www.gob.mx/presidencia/prensa/historica-reforma-al-articulo-4-constitucional-afirma-presidente-convoca-a-personal-medico-para-atender-codid-19>
- 108 *Sistema de Información de Derechos Sociales*, Medición de la Pobreza, Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. Disponible en: <https://www.coneval.org.mx/Medicion/Paginas/Sistema-de-informacion-de-derechos-sociales.aspx>
- 109 Esos derechos sociales son los establecidos en el artículo 6 de la Ley General de Desarrollo Social. Ver: *Ley General de Desarrollo Social*, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 20 de enero de 2004, Cámara de Diputados del H. Congreso de la Unión, Gobierno de México. Disponible en: <https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LGDS.pdf>
- 110 Ver Anexo 5. *Protocolos de actuación de la Suprema Corte de Justicia de la Nación*.
- 111 *Programa Institucional 2020-2024*, Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. Disponible en: https://www.coneval.org.mx/quienessomos/PlaneacionInstitucional/Documents/Programa%20%20Institucional%202020_2024%20CONEVAL.pdf
- 112 *EL CONEVAL PRESENTA LAS ESTIMACIONES DE POBREZA MULTIDIMENSIONAL 2022*, Comunicado no. 7, Dirección de Información y Comunicación Social, Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social, 10 de agosto de 2023. Disponible en: https://www.coneval.org.mx/SalaPrensa/Comunicadosprensa/Documents/2023/Comunicado_07_Medicion_Pobreza_2022.pdf
- 113 *Programa Producción para el Bienestar*, Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural, Gobierno de México, 10 de enero de 2023. Disponible en: <https://www.gob.mx/agricultura/articulos/conoce-produccion-para-el-bienestar/>
- 114 *Programa Especial Concurrente para el Desarrollo Rural Sustentable 2020-2024*, Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural, Gobierno de México. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/616556/Programa_PEC_2020-2024baja.pdf
- 115 *Programa Institucional 2020-2024 de Seguridad Alimentaria Mexicana*, Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural, Gobierno de México. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/622670/Programa_Institucional_2020-2024_de_Seguridad_Alimentaria_Mexicana_SEGALMEX_2.pdf
- 116 *Programa Sectorial de Agricultura y Desarrollo Rural 2020-2024*, Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural, Gobierno de México, 30 de diciembre de 2022. Disponible en: <https://www.gob.mx/agricultura/documentos/programa-sectorial-de-agricultura-y-desarrollo-rural-2020-2024>
- 117 *Programa Sembrando Vida*, Secretaría de Bienestar, Gobierno de México, 6 de noviembre de 2020. Disponible en: <https://www.gob.mx/bienestar/acciones-y-programas/programa-sembrando-vida>
- 118 *5° Informe de gobierno, Ibidem*.
- 119 *¿Qué son las guías alimentarias?* Secretaría de Salud, Gobierno de México, 19 de mayo de 2023. Disponible en: <https://www.gob.mx/promosalud/articulos/que-son-las-guias-alimentarias>
- 120 *La Dieta de la Milpa*, Secretaría de Salud, Gobierno de México, 24 de mayo de 2023. Disponible en: <https://www.gob.mx/salud/acciones-y-programas/la-dieta-de-la-milpa-298617>
- 121 *Programa Nacional de Vivienda 2019-2024*, Secretaría de Desarrollo Agrario, Territorial y Urbano, Gobierno de México. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/513675/Programa_Nacional_de_Vivienda_2019-2024.pdf
- 122 *Programa de Vivienda Social*, Comisión Nacional de Vivienda, Gobierno de México, 21 de enero de 2019. Disponible en: <https://www.gob.mx/conavi/acciones-y-programas/s177-programa-de-vivienda-social-pvs/>
- 123 *Programa Nacional de Reconstrucción*, Componente de Vivienda, Comisión Nacional de Vivienda, Gobierno de México, 22 de abril de 2019. Disponible en: <https://www.gob.mx/conavi/acciones-y-programas/programa-nacional-de-reconstruccion-componente-de-vivienda>
- 124 Ver Anexo 10. *Acciones de la Comisión Nacional del Agua*.
- 125 *Programa Nacional Hídrico 2020-2024*, Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 30 de diciembre de 2020. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/642632/PNH_2020-2024_ptimo.pdf
- 126 *Programa Sectorial de Medio Ambiente y Recursos Naturales 2020-2024*, Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales, Gobierno de México. Disponible en: <https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/566832/PROMARNAT-2020-2024.pdf>

- ¹²⁷ *Numeragua*, edición 2022, Comisión Nacional del Agua, Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales, Gobierno de México. Disponible en: <https://sina.conagua.gob.mx/sina/index.php?publicaciones=1>
- ¹²⁸ 2020, Censos y Conteos de Población y Vivienda, Subsistema de Información Demográfica y Social, Instituto Nacional de Estadística y Geografía. Disponible en: <https://www.inegi.org.mx/programas/ccpv/2020/>
- ¹²⁹ *Decreto por el que se reforman, adicionan y derogan diversas disposiciones de la Ley Federal del Trabajo, de la Ley Orgánica del Poder Judicial de la Federación, de la Ley Federal de la Defensoría Pública, de la Ley del Instituto del Fondo Nacional de la Vivienda para los Trabajadores y de la Ley del Seguro Social, en materia de Justicia Laboral, Libertad Sindical y Negociación Colectiva*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 1 de mayo de 2019, Cámara de Diputados, Gobierno de México. Disponible en: https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/lft/LFT_ref30_01may19.pdf
- ¹³⁰ Este sistema de justicia laboral es preponderantemente oral y conciliatorio bajo la gestión de personas juzgadoras especializadas que incorpora innovaciones tecnológicas como la implementación de una plataforma electrónica con buzones electrónicos para realizar notificaciones y consultar expedientes, la disposición de una base de datos a cargo de las instituciones de seguridad social y el desahogo de pruebas testimoniales y periciales mediante videoconferencias, así como la formulación de prevenciones y aclaraciones a través de dicho medio.
- ¹³¹ *Programa Sectorial de Trabajo y Previsión Social 2020-2024*, Secretaría del Trabajo y Previsión Social, Gobierno de México, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 24 de junio de 2020. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/561747/Plan_Sectorial_de_Trabajo_y_Previsi_n_Social_2020-2024.pdf
- ¹³² Ver Anexo 11. *Acciones de la Secretaría del Trabajo y Previsión Social para garantizar el Derecho al Trabajo para garantizar el trabajo digno y decente*.
- ¹³³ *Nueva Política de Salarios Mínimos*, Secretaría de Trabajo y Previsión Social, Gobierno de México, 12 de enero de 2019. Disponible en: <https://www.gob.mx/stps/articulos/nueva-politica-de-salarios-minimos-187185?idiom=es#:~:text=El%20Salario%20M%C3%ADnimo%20General%20Nacional,2019%20de%20%24102.68%20pesos%20diarios>
- ¹³⁴ 5° Informe de gobierno, *Ibidem*.
- ¹³⁵ *Decreto por el que se crea el organismo público descentralizado denominado Servicios de Salud del Instituto Mexicano del Seguro Social para el Bienestar (IMSS-BIENESTAR)*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 31 de agosto de 2022, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5663064&fecha=31/08/2022#gsc.tab=0
- ¹³⁶ Permite que personas trabajadoras independientes puedan acceder, junto con sus familias, a servicios médicos y prestaciones sociales, así como, prospectivamente, acceder a una pensión contributiva y atención médica vitalicia.
- ¹³⁷ *IMSS y Cancillería firman convenio para que trabajadores mexicanos en el extranjero puedan contar con seguridad social*, Instituto Mexicano del Seguro Social, Gobierno de México, 29 de marzo de 2021. Disponible en: <http://www.imss.gob.mx/prensa/archivo/202103/132>
- ¹³⁸ *Decreto por el que se reforman, adicionan y derogan diversas disposiciones de la Ley del Seguro Social, en materia de personas trabajadoras del hogar*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 16 de noviembre de 2022, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5671665&fecha=16/11/2022#gsc.tab=0
- ¹³⁹ El microsítio se encuentra disponible en el siguiente enlace: *Personas trabajadoras del hogar*, Instituto Mexicano del Seguro Social, Gobierno de México. Disponible en: <http://www.imss.gob.mx/personas-trabajadoras-hogar>
- ¹⁴⁰ *Programa Sectorial de Salud 2020-2024*, Secretaría de Salud, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 17 de agosto de 2020. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/570535/PROGRAMA_Sectorial_de_Salud_2020-2024.pdf
- ¹⁴¹ *Programa de Acción Específico. Políticas de Salud Pública y Promoción de la Salud 2020-2024*, Secretaría de Salud, Gobierno de México. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/706940/PAE_PSP_cF.pdf
- ¹⁴² *Atención a la Salud de los Pueblos Indígenas*, Dirección General de Planeación y Desarrollo en Salud, Secretaría de Salud, Gobierno de México, 14 de abril de 2023. Disponible en: <https://www.gob.mx/salud/acciones-y-programas/atencion-a-la-salud-de-los-pueblos-indigenas-299560>
- ¹⁴³ *Dirección de Medicina Tradicional y Desarrollo Intercultural*, Secretaría de Salud, Gobierno de México, 5 de julio de 2023. Disponible en: <https://www.gob.mx/salud/acciones-y->

- programas/medicina-tradicional-y-desarrollo-intercultural-313624?state=published
- 144 *Issste garantiza acceso universal a servicios de salud sexual*, Instituto de Seguridad y Servicios Sociales de los Trabajadores del Estado, Gobierno de México, 4 de septiembre de 2022. Disponible en: <https://www.gob.mx/issste/prensa/issste-garantiza-acceso-universal-a-servicios-de-salud-sexual>
- 145 *Decreto por el que se reforman, adicionan y derogan diversas disposiciones de la Ley General de Salud, para regular el Sistema de Salud para el Bienestar*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 29 de mayo de 2023, Cámara de Diputados, Gobierno de México. Disponible en: https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/lgs/LGS_ref135_29may23.pdf
- 146 *Boletín No. 211 La SEP hizo llegar al Congreso de la Unión las estrategias que mandataron las reformas constitucionales en materia educativa*, Secretaría de Educación Pública, Gobierno de México, 13 de noviembre de 2019. Disponible en: [https://www.gob.mx/sep/articulos/la-sep-hizo-llegar-al-congreso-de-la-union-las-estrategias-que-mandataron-las-reformas-constitucionales-en-materia-educativa#:~:text=La%20Estrategia%20Nacional%20de%20Educaci%C3%B3n%20Inclusiva%20\(E%20NEI\)%20coloca%20en%20el,estilos%20y%20ritmos%20de%20aprendizaje](https://www.gob.mx/sep/articulos/la-sep-hizo-llegar-al-congreso-de-la-union-las-estrategias-que-mandataron-las-reformas-constitucionales-en-materia-educativa#:~:text=La%20Estrategia%20Nacional%20de%20Educaci%C3%B3n%20Inclusiva%20(E%20NEI)%20coloca%20en%20el,estilos%20y%20ritmos%20de%20aprendizaje)
- 147 Ver Anexo 12. *Acciones del Sistema Nacional de Protección de Niñas, Niños y Adolescentes*.
- 148 *Programa Sectorial de Educación 2020-2024*, Secretaría de Educación Pública, Gobierno de México, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 6 de julio de 2020. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/562380/Programa_Sectorial_de_Educaci_n_2020-2024.pdf
- 149 *Ley General de Educación*, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 30 de septiembre de 2019, Cámara de Diputados del H. Congreso de la Unión. Disponible en: <https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LGE.pdf>
- 150 *Becas Benito Juárez*, Gobierno de México. Disponible en: <https://www.gob.mx/becasbenitojuarez>
- 151 *5° Informe de gobierno, Ibidem*.
- 152 *Programa Institucional 2020-2024 del Sistema Nacional para el Desarrollo Integral de la Familia*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 4 de noviembre de 2020, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5604225&fecha=04/11/2020#gsc.tab=0
- 153 *Diagnóstico Derechos Humanos y Empresas. Sobre el estado del marco jurídico y de políticas públicas sobre empresas y derechos humanos a nivel federal en México de 2019-2022*, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: http://www.derechoshumanos.gob.mx/work/models/Derechos_Humanos/DGPPDH/Temas/Diagnostico_Completo_EDH.pdf
- 154 Esta política nacional aborda la dimensión económica del Estado al incluir líneas de acción referentes a promover que se establezcan salvaguardas en la contratación pública para garantizar que las empresas públicas y privadas respeten los derechos humanos; a impulsar la integración de cláusulas en materia de derechos humanos dentro de los acuerdos de inversión y comercio; e impulsar la integración de procesos de debida diligencia en derechos humanos en las empresas estatales.
- 155 Se cuenta con la participación de representantes de la Administración Pública Federal, el Consejo Coordinador Empresarial, Organizaciones de la sociedad civil, academia, sindicatos, personas con discapacidad, personas indígenas y afrodescendientes, expertos en la materia y la Comisión Nacional de los Derechos Humanos.
- 156 *4° Informe de gobierno, Ibidem*.
- 157 De esas 2,130 personas, 598 son periodistas (156 mujeres y 442 hombres), 1,158 personas defensoras de derechos humanos (636 mujeres y 522 hombres) y 374 personas protegidas como víctimas indirectas (213 mujeres y 161 hombres). También se tienen registrados un total de 72 expedientes que corresponden a 285 personas defensoras del medio ambiente, de las cuales 225 son personas beneficiarias directas (71 mujeres y 154 hombres) y 60 son personas protegidas indirectas (35 mujeres y 25 hombres).
- 158 Ya sea que sustenten la generación de áreas en el ámbito protección de personas defensoras de derechos humanos o periodistas; adscritas en ámbitos de gobernabilidad (Secretarías de Gobierno o de Gobernación) o en el ámbito de persecución de delitos (Procuradurías o Fiscalías Generales de Justicia): Baja California, Campeche, Chiapas, Chihuahua, Ciudad de México, Coahuila, Colima, Durango, Estado de México, Guanajuato, Guerrero, Hidalgo, Jalisco, Michoacán, Morelos, Nayarit, Nuevo León, Oaxaca, Puebla, Quintana Roo, San Luis Potosí, Sinaloa, Sonora, Tamaulipas, Tlaxcala, Veracruz y Zacatecas. Las seis entidades federativas restantes no cuentan todavía con algún instrumento legal especializado en la protección de personas defensoras de derechos humanos o periodistas o con organismos especializados en su protección: Aguascalientes, Baja California Sur, Nuevo León, Querétaro, Tabasco y Yucatán.
- 159 Dicho personal fue capacitado en materia de derechos humanos (entre los principales temas se encuentran derechos humanos e igualdad, atención a víctimas, perspectiva de género y violencia de género, lenguaje incluyente, masculinidades positivas, técnicas de entrevista a víctimas, habilidades

- gramaticales, comunicación asertiva, análisis de contexto, autocuidado, argumentación y análisis de riesgo).
- ¹⁶⁰ *Fiscalía Especial para la Atención de Delitos cometidos contra la Libertad de Expresión*, Fiscalía General de la República. Disponible en: <https://fgr.org.mx/swb/FEMDH/FEADLE>
- ¹⁶¹ La Fiscalía Especial para la Atención de Delitos cometidos contra la Libertad de Expresión ha participado en 120 Sesiones Ordinarias de la Junta de Gobierno del Mecanismo, como parte de esta comunicación y flujo constante de información.
- ¹⁶² *Diagnóstico sobre el funcionamiento del Mecanismo de Protección para Personas Defensoras de Derechos Humanos y Periodistas*, Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos. Disponible en: <https://hchr.org.mx/diagnostico-sobre-el-funcionamiento-del-mecanismo-de-proteccion-para-personas-defensoras-de-derechos-humanos-y-periodistas/>
- ¹⁶³ En estas reuniones se han contado con la participación de secretarías generales de gobierno, secretarías de seguridad pública, fiscalías y procuradurías estatales, áreas locales especializadas de protección a personas defensoras de derechos humanos y periodistas.
- ¹⁶⁴ Al evento asistieron el Gobierno de la Ciudad de México, la Comisión de Derechos Humanos en el Senado de la República, y de la Cámara de Diputados. También participó la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos en México, así como el Consejo Consultivo del Mecanismo de Protección para Personas Defensoras de Derechos Humanos y Periodistas, entre otros. Ver: *Inicia Gobernación diálogos rumbo a una nueva ley general para personas defensoras de derechos humanos y periodistas*, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México, 17 de enero de 2022. Disponible en: <https://www.gob.mx/segob/prensa/inicia-gobernacion-dialogos-rumbo-a-una-nueva-ley-general-para-personas-defensoras-de-derechos-humanos-y-periodistas>
- ¹⁶⁵ Ver Anexo 13. *Instrumentos legislativos del Senado de la República que tienen relación con las políticas públicas implementadas para la protección de personas defensoras de derechos humanos y periodistas*.
- ¹⁶⁶ *Cuaderno de jurisprudencia: Libertad de expresión y periodismo*, Centro de Estudios Constitucionales, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México, octubre de 2022. Disponible en: <https://www.sitios.scjn.gob.mx/cec/sites/default/files/publication/documents/2023-01/CJ%20DH%201%20Libertad%20de%20expresion%20FINAL%20DIGITAL.pdf>
- ¹⁶⁷ *Programa para el Bienestar Integral de los Pueblos Indígenas*, Instituto Nacional de los Pueblos Indígenas, Gobierno de México. Disponible en: <https://www.inpi.gob.mx/focalizada/2022/probipi/derechos/index.html#:~:text=El%20Programa%20para%20el%20Bienestar,t%C3%A9rminos%20reconocidos%20en%20la%20legislaci%C3%B3n>
- ¹⁶⁸ *Protocolo de la Consulta Libre, Previa e Informada para el Proceso de Reforma Constitucional y Legal sobre Derechos de los Pueblos Indígenas y Afromexicano*, Instituto Nacional de los Pueblos Indígenas y Secretaría de Gobernación, Gobierno de México, 3 de junio de 2019. Disponible en: <https://www.inpi.gob.mx/gobmx-2019/convocatorias/inpi-protocolo-consulta-reforma-constitucional-derechos-pueblos-indigenas.pdf>
- ¹⁶⁹ *Decreto por el que se expide el Reglamento Interior de la Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 27 de julio de 2022, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5659411&fecha=27/07/2022#gsc.tab=0
- ¹⁷⁰ *Programa Especial de los Pueblos Indígenas y Afromexicano 2021-2024*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 27 de diciembre de 2021, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5639419&fecha=27/12/2021#gsc.tab=0
- ¹⁷¹ *Estudio sobre la participación de los pueblos y comunidades indígenas y las personas afrodescendientes y afromexicanas en la Administración Pública Federal*, Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo, 30 de junio de 2021. Disponible en: <https://www.undp.org/es/mexico/publications/estudio-sobre-la-participaci%C3%B3n-de-los-pueblos-y-comunidades-ind%C3%ADgenas-y-las-personas-afrodescendientes-y-afromexicanas-en-la>
- ¹⁷² Éstos son: Wixárika, Náayeri, O'dam o Au'dam y Mexikan.
- ¹⁷³ *Decreto por el que se reconocen, protegen, preservan y salvaguardan los lugares y sitios sagrados y las rutas de peregrinación de los pueblos indígenas Wixárika, Náayeri, O'dam o Au'dam y Mexikan, y se crea la Comisión presidencial para su cumplimiento*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 9 de agosto de 2023, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5698089&fecha=09/08/2023#gsc.tab=0
- ¹⁷⁴ *¿Sabías que existen Universidades Interculturales?* Secretaría de Educación Pública, Gobierno de México, 21 de junio de 2018. Disponible en: <https://www.gob.mx/sep/articulos/sabias-que-existen-universidades-interculturales#:~:text=Las%20Universidades%20Interculturales%20son%20instituciones,y%20pertinencia%20cultural%20y%20ling%C3%BC%C3%ADstica>
- ¹⁷⁵ *Derecho de las personas indígenas a ser asistidas por intérpretes y defensores en juicios y*

- procedimientos judiciales*, Cuadernos de jurisprudencia núm. 8, Centro de Estudios Constitucionales, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México, agosto de 2021. Disponible en: https://www.sitios.scjn.gob.mx/cec/sites/default/files/publication/documents/2023-07/CJ%20DERECHO%20DE%20LAS%20PERSONAS%20INDIGENAS_ELECTRO%CC%81NIC O.pdf
- 176 *Protocolo para Juzgar con Perspectiva Intercultural: Personas, Pueblos y Comunidades Indígenas*. Protocolos de actuación. Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.scjn.gob.mx/derechos-humanos/sites/default/files/protocolos/archivos/2022-11/Protocolo%20para%20Juzgar%20con%20Perspectiva%20Intercultural_Ind%C3%ADgenas_Digit al_6a%20entrega%20final.pdf
- 177 *Protocolo para Juzgar con Perspectiva Intercultural: Personas, Pueblos y Comunidades Afrodescendientes y Afromexicanas. Protocolos de actuación*. Unidad General de Conocimiento Científico y Derechos Humanos. Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.scjn.gob.mx/derechos-humanos/sites/default/files/protocolos/archivos/2022-11/VF%20DIGITAL%20Protocolo%20para%20Juzgar%20con%20Perspectiva%20Intercultural_Afr os.pdf
- 178 *Amparo Directo 8/2021*, votación: mayoría de 4 votos, párrs. 56 y 78, Primera Sala, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México, 20 de octubre de 2021. Disponible en: <https://www2.scjn.gob.mx/ConsultaTematica/PaginasPub/DetallePub.aspx?AsuntoID=283056>
- 179 Ver Anexo 14. *Acciones del Consejo de la Judicatura Federal para fortalecer los conocimientos sobre la labor del Poder Judicial de la Federación y el acceso a la justicia*.
- 180 *Aprueba Senado proyecto para prohibir y penalizar terapias de reorientación sexual*, Coordinación de Comunicación Social, Senado de la República, LXV Legislatura, 11 de octubre de 2022. Disponible en: <https://comunicacionsocial.senado.gob.mx/informacion/comunicados/3907-aprueba-senado-proyecto-para-prohibir-y-penalizar-terapias-de-reorientacion-sexual>
- 181 Baja California, Baja California Sur, Campeche, Ciudad de México, Coahuila, Colima, Estado de México, Guerrero, Hidalgo, Jalisco, Michoacán, Morelos, Nayarit, Oaxaca, Puebla, Querétaro, Quintana Roo, San Luis Potosí, Sinaloa, Sonora, Tabasco, Tamaulipas, Tlaxcala, Veracruz, Yucatán y Zacatecas.
- 182 Aguascalientes, Chiapas y Nuevo León.
- 183 Guanajuato, Durango, y Chihuahua.
- 184 Ya sea a través de reformas a los códigos civiles, a los códigos familiares, o a las leyes o reglamentos del Registro Civil de los estados, o mediante la emisión de normativa de carácter administrativo en el ámbito local. Éstas son: Baja California, Baja California Sur, Ciudad de México, Chihuahua, Coahuila, Colima, Estado de México, Hidalgo, Jalisco, Michoacán, Morelos, Nayarit, Oaxaca, Puebla, Quintana Roo, San Luis Potosí, Sinaloa, Sonora, Tlaxcala y Zacatecas.
- 185 *Decreto por el que se deroga el diverso por el que se declara Día Nacional de la Lucha contra la Homofobia, el 17 de mayo de cada año, y se declara Día Nacional de la Lucha contra la Homofobia, Lesbofobia, Transfobia y Bifobia, el 17 de mayo de cada año*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 17 de mayo de 2019, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5560669&fecha=17/05/2019#gsc.tab=0
- 186 *Amparo en Revisión 155/2021*, votación: mayoría de 4 votos, párrs. 90 y 250, Primera Sala, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México, 15 de junio de 2022. Disponible en: <https://www2.scjn.gob.mx/ConsultaTematica/PaginasPub/DetallePub.aspx?AsuntoID=282228>
- 187 Ver Anexo 15. *Acciones del Instituto Nacional de las Mujeres*.
- 188 *Programa Nacional para la Igualdad entre Mujeres y Hombres 2020-2024*, Instituto Nacional de las Mujeres, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 22 de diciembre de 2020. Disponible en: https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5608467&fecha=22/12/2020#gsc.tab=0
- 189 *Sistema Nacional para la Igualdad entre Mujeres y Hombres*, Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México. Disponible en: <https://campusgenero.inmujeres.gob.mx/glosario/terminos/sistema-nacional-para-la-igualdad-entre-mujeres-y-hombres-snimh/>
- 190 *Informe anual 2022*, Sistema Nacional para la Igualdad entre Mujeres y Hombres, Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/819257/Informe_anual_SNIMH_2022.pdf
- 191 *Protocolo para la prevención, atención y sanción del hostigamiento sexual y acoso sexual*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 3 de enero de 2020, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5583420&fecha=03/01/2020#gsc.tab=0
- 192 *Se consolidan acciones interinstitucionales para la igualdad entre mujeres y hombres*, Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México, 18 de noviembre de 2022. Disponible en: <https://www.gob.mx/inmujeres/articulos/se-consolidan-acciones-interinstitucionales-para-la-igualdad->

entre-mujeres-y-hombres?idiom=es

- ¹⁹³ Este Sistema concentra información que permite evidenciar la necesaria redistribución equitativa de las actividades en la esfera pública y privada entre los sexos, así como analizar las desigualdades entre hombres y mujeres en el ejercicio de los derechos sociales y económicos, que se encuentran agrupadas en: características de los hogares, división sexual del trabajo, y desigualdad de oportunidades y en el ejercicio de los derechos sociales. Ver: *SISTEMA DE INDICADORES SOBRE POBREZA Y GÉNERO, MEDICIÓN DE LA POBREZA*, Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social. Disponible en: <https://www.coneval.org.mx/Medicion/MP/Paginas/Pobreza-y-genero-en-M%C3%A9xico.aspx>
- ¹⁹⁴ Conjunto de principios que buscan, desde la política exterior, orientar las acciones gubernamentales para reducir y eliminar las diferencias estructurales, brechas y desigualdades de género con el fin de construir una sociedad más justa y próspera.
- ¹⁹⁵ *Decreto por el que se reforman los artículos 2, 4, 35, 41, 52, 53, 56, 94 y 115; de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, en materia de Paridad entre Géneros*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 6 de junio de 2019, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5562178&fecha=06/06/2019#gsc.tab=0
- ¹⁹⁶ Cargos en los tres poderes del Estado, en los tres órdenes de gobierno, en los organismos autónomos, en las candidaturas de los partidos políticos a cargos de elección popular, así como en la elección de representantes en los municipios con población indígena. Ver: *La paridad de género, un asunto de igualdad y de justicia*, Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México, 21 de septiembre de 2020. Disponible en: <https://www.gob.mx/inmujeres/articulos/la-paridad-de-genero-un-asunto-de-igualdad-y-de-justicia?idiom=es>
- ¹⁹⁷ *Desigualdad en cifras*, Boletín no. 3, Año 9, Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México, 2023. Disponible en: http://cedoc.inmujeres.gob.mx/documentos_download/BA9N03_v3.pdf
- ¹⁹⁸ *Observatorio de Participación Política de las Mujeres en México*, Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México, 7 de febrero de 2020. Disponible en: <https://www.gob.mx/inmujeres/acciones-y-programas/observatorio-de-participacion-politica-de-las-mujeres-en-mexico-21620>
- ¹⁹⁹ *Declaratoria para el inicio de la observancia de las nuevas reglas de la Carrera Judicial y Acuerdo General del Pleno del Consejo de la Judicatura Federal que reglamenta la Carrera Judicial*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 3 de noviembre de 2021, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5634349&fecha=03/11/2021
- ²⁰⁰ *Plan de Desarrollo Institucional 2023-2026*, Consejo de la Judicatura Federal, Poder Judicial de la Federación. Disponible en: <https://www.cjf.gob.mx/resources/index/infoRelevante/2023/pdf/planDesarrolloInstitucional2023-2026.pdf>
- ²⁰¹ *Nivel actual de representación de la mujer en los órganos y mecanismos de derechos humanos: garantizar el equilibrio de género, Informe del Comité Asesor del Consejo de Derechos Humanos*, Resolución A/HRC/47/51, Anexo III, párr. 14, inciso a), 47° periodo de sesiones del Consejo de Derechos Humanos, 21 de mayo de 2021. Disponible en: <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G21/111/49/PDF/G2111149.pdf?OpenElement>
- ²⁰² Resolución A/76/142, *Independencia de los magistrados y abogados. Nota del Secretario General*, Párr. 39., 76° periodo de sesiones de la Asamblea General, 25 de julio de 2021. Disponible en: <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N21/196/64/PDF/N2119664.pdf?OpenElement>
- ²⁰³ Ver Anexo 5. *Protocolos de actuación de la Suprema Corte de Justicia de la Nación*.
- ²⁰⁴ *Decreto Promulgatorio del Convenio 190 sobre la Eliminación de la Violencia y el Acoso en el Mundo del Trabajo, adoptado en Ginebra, el veintiuno de junio de dos mil diecinueve*, promulgado en el Diario Oficial de la Federación el 19 de junio de junio de 2023, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5692625&fecha=19/06/2023#gsc.tab=0
- ²⁰⁵ Para este fin, Inmujeres ha llevado a cabo procesos de formación dirigidos a mujeres rurales y/o mujeres sujetas de derechos agrarios para el fortalecimiento de sus derechos.
- ²⁰⁶ *Efecto de la nueva política de salarios mínimos en la brecha salarial de género*, Comisión Nacional de los Salarios Mínimos, Gobierno de México, 6 de abril de 2022. Disponible en: <https://www.gob.mx/conasami/es/articulos/efecto-de-la-nueva-politica-de-salarios-minimos-en-la-brecha-salarial-de-genero?idiom=es>
- ²⁰⁷ *Código de Ética de la Administración Pública Federal*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 8 de febrero de 2022, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5642176&fecha=08/02/2022#gsc.tab=0
- ²⁰⁸ *Norma Mexicana NMX R 025 SCFI 2015 en Igualdad Laboral y No Discriminación*, Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México, 7 de septiembre de 2023. Disponible en: <https://www.gob.mx/inmujeres/acciones-y-programas/norma-mexicana-nmx-r-025-scfi-2015-en->

- igualdad-laboral-y-no-discriminacion
- 209 *Modelo de Protocolo para Prevenir, Atender y Erradicar la Violencia Laboral en los Centros de Trabajo*, Secretaría de Trabajo y Previsión Social, Gobierno de México, marzo de 2020. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/539287/Protocolo_Violencia_Laboral_0603-1amGMX__1_.pdf
- 210 *Ley General de Acceso de las Mujeres a una Vida Libre de Violencia*, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 1 de febrero de 2007, Cámara de Diputados del H. Consejo de la Unión, Gobierno de México. Disponible en: <https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LGAMVLV.pdf>
- 211 *Programa Integral para Prevenir, Atender, Sancionar y Erradicar la Violencia contra las Mujeres PIPASEVM 2021-2024*, Comisión Nacional para Prevenir y Erradicar la Violencia Contra las Mujeres, Gobierno de México, 26 de mayo de 2023. Disponible en: <https://www.gob.mx/conavim/documentos/programa-integral-para-prevenir-atender-sancionar-y-erradicar-la-violencia-contra-las-mujeres-pipasevm-2021-2024-335265#:~:text=El%20Programa%20Integral%20para%20Prevenir,de%20la%20Subsecretar%C3%A1Da%20de%20Derechos>
- 212 *Decreto por el que se reforman, adicionan y derogan diversas disposiciones del Código Penal Federal, del Código Nacional de Procedimientos Penales, de la Ley General del Sistema Nacional de Seguridad Pública, de la Ley General de Víctimas y de la Ley General de Acceso de las Mujeres a una Vida Libre de Violencia, en materia de Investigación, Sanción y Reparación Integral del Delito de Femicidio*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 25 de abril de 2023, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5686526&fecha=25/04/2023#gsc.tab=0
- 213 *Modelo Integral de Prevención Primaria de Violencias Contra las Mujeres*, Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México, 25 de noviembre de 2021. Disponible en: <https://www.gob.mx/inmujeres/documentos/modelo-integral-de-prevencion-primaria-de-violencias-contra-las-mujeres>
- 214 *Modelo para la Atención y Protección Integral de Mujeres que Viven Violencia*, Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México, 7 de septiembre de 2021. Disponible en: <http://vidasinviolencia.inmujeres.gob.mx/resources/download/atencion/Modelo%20de%20Atenci%C3%B3n%20SNPASEVCM.pdf>
- 215 *Modelo Integral para la Sanción de las Violencias contra las mujeres, Sistema Nacional de Prevención, Sanción y Erradicación de la Violencia contra las Mujeres*, Gobierno de México, 2022. Disponible en: http://seigen.chiapas.gob.mx/uploads/files/20221216221216_4_2011.pdf
- 216 *Mucpaz. Redes de Mujeres Constructoras de Paz*, Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México, 2 de marzo de 2021. Disponible: <https://www.gob.mx/inmujeres/acciones-y-programas/red-de-mujeres-constructoras-de-paz-mucpaz#:~:text=La%20Red%20Mujeres%20Constructoras%20de,saberes%20de%20las%20mujeres%20mexicanas>
- 217 Ese Grupo Interinstitucional busca propiciar la colaboración entre las instancias gubernamentales, sociales y privadas para garantizar que las mujeres gocen de su derecho a una vida libre de violencia. Ver: *Grupo Interinstitucional de Estrategias contra las Violencias Hacia Mujeres, Niñas y Adolescentes*, Secretaría de Seguridad y Protección Ciudadana, Gobierno de México, 28 de junio de 2023. Disponible en: <https://www.gob.mx/sspc/videos/grupo-interinstitucional-de-estrategias-contra-las-violencias-hacia-mujeres-ninas-y-adolescentes?tab>
- 218 *Lineamientos para la prevención y atención del acoso sexual contra las mujeres en el transporte público*, Secretaría de Desarrollo Agrario, Territorial y Urbano, Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México, junio de 2022. Disponible en: <https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/730318/Lineamientos-03.pdf>
- 219 *Sistema Integrado de Estadísticas sobre Violencia contra las Mujeres*, Instituto Nacional de Estadística y Geografía, Disponible en: <https://sc.inegi.org.mx/SIESVIM1/paginas/consultas/inicio.jsf>
- 220 Ver Anexo 2. *Acciones para la formación de personas funcionarias y servidoras públicas de la Administración Pública Federal en Derechos Humanos*.
- 221 *Amparo Directo en Revisión 724/2021*, votación: unanimidad de 5 votos, párrs. 100-105, Primera Sala, Suprema Corte de Justicia de la Nación, 6 de octubre de 2021. Disponible en: <https://www2.scjn.gob.mx/ConsultaTematica/PaginasPub/DetallePub.aspx?AsuntoID=280323>
- 222 *ACUERDO GENERAL DE ADMINISTRACIÓN IX/2021 DEL DOS DE SEPTIEMBRE DE DOS MIL VEINTIUNO, DEL MINISTRO PRESIDENTE DE LA SUPREMA CORTE DE JUSTICIA DE LA NACIÓN, POR EL QUE SE EMITEN LAS DIRECTRICES DEL MECANISMO INTEGRAL PARA PREVENIR, ATENDER Y ERRADICAR EL ACOSO SEXUAL Y CUALQUIER OTRA FORMA DE VIOLENCIA SEXUAL Y DE GÉNERO*, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.scjn.gob.mx/sites/default/files/acuerdos_presidenciales/documento/2021-09/AGA%20IX-2021%20Directrices%20Acoso%20Sexual-VF.pdf
- 223 *Modelo de Tipo Penal de Femicidio*, Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México, marzo

2023. Disponible en: http://cedoc.inmujeres.gob.mx/documentos_download/Modelo_tipo_penal.pdf
- 224 *Modelo de tipo penal de feminicidio*, Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México, 26 de abril de 2023. Disponible en: <https://www.gob.mx/inmujeres/acciones-y-programas/modelo-de-tipo-penal-de-feminicidio>
- 225 *Titulares de Unidades, Secretarías Técnicas y Delegaciones del Instituto Federal de Defensoría Pública*, Circular 03/2023, Dirección General, Instituto Federal de Defensoría Pública, Consejo de la Judicatura Federal, Gobierno de México, 18 de mayo de 2023. Disponible en: https://www.ifdp.cjf.gob.mx/resources/documentos/2023/circulares/Circ_3_2023.pdf
- 226 *Guía de Estándares Constitucionales y Convencionales para la Investigación de Muertes Violentas de Mujeres por Razones de Género*, Suprema Corte de Justicia de la Nación, 2022. Disponible en: https://www.scjn.gob.mx/publicaciones_scjn/guia-de-estandares-constitucionales-y-convencionales-para-la-investigacion-de
- 227 *Guía para la creación y funcionamiento de las Unidades de Análisis y Contexto para atender la Violencia Feminicida y el feminicidio*, Comisión Nacional para Prevenir y Erradicar la violencia contra las Mujeres y Secretaría de Gobernación, Gobierno de México, 2023. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/851599/GUIA_UNIDADES_WEB.pdf
- 228 *Protocolo de Investigación Ministerial, Policial y Pericial con Perspectiva de Género para el Delito de Feminicidio*, Fiscalía Especial para los Delitos de Violencia Contra las Mujeres y Trata de Personas, Subprocuraduría de Derechos Humanos, (entonces) Procuraduría General de la República. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/253267/Protocolo_Feminicidio.pdf
- 229 *Modelo de Atención a las Mujeres con Enfoque Humanizado Intercultural y Seguro*, Secretaría de Salud. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/507722/Gu_a_Implantaci_n_Modelo_Part_o_HIS_T.pdf
- 230 *Protocolo de actuación con perspectiva de género en sede administrativa en la investigación y substanciación de quejas y denuncias*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 23 de diciembre de 2019, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5582633&fecha=23/12/2019#gsc.tab=0
- 231 Con una razón de mortalidad materna (RMM) de 30.9; a la semana epidemiológica número 26 de 2023 se registraron 255 defunciones, con una RMM de 24.3% menor a las defunciones registradas en esa misma semana del año previo.
- 232 Ver Anexo 16. *Acciones de la Secretaría de Salud en torno a la reducción de mortalidad materna, tanto en población indígena como en población adolescente.*
- 233 *Acción de Inconstitucionalidad 148/2017*, párrs. 262-268 y 297, Pleno, Suprema Corte de Justicia de la Nación, 7 de septiembre de 2019. Disponible en: <https://www2.scjn.gob.mx/consultatematica/paginaspub/DetallePub.aspx?AsuntoID=227921>
- 234 *Norma Oficial Mexicana 046-SSA2-2005 Violencia familiar, sexual y contra las mujeres. Criterios para la prevención y atención*, Consejo Nacional de Población, Gobierno de México, 7 de mayo de 2019. Disponible en: <https://www.gob.mx/conapo/documentos/norma-oficial-mexicana-046-ssa2-2005-violencia-familiar-sexual-y-contra-las-mujeres-criterios-para-la-prevencion-y-atencion>
- 235 *Controversia Constitucional 45/2016*, párrs. 175-177, Pleno, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México, 24 de mayo de 2022. Disponible en: <https://www2.scjn.gob.mx/ConsultaTematica/PaginasPub/DetallePub.aspx?AsuntoID=198008>
- 236 *Lineamiento Técnico para la atención del Aborto Seguro en México*, Centro Nacional de Equidad de Género y Salud Reproductiva, Gobierno de México, 24 de noviembre de 2022. Disponible en: <https://www.gob.mx/salud/cnegsr/documentos/lineamiento-tecnico-para-la-atencion-del-aborto-seguro-en-mexico-274667>
- 237 *EL SISTEMA JURÍDICO QUE REGULA EL DELITO DE ABORTO EN EL CÓDIGO PENAL FEDERAL ES INCONSTITUCIONAL POR SER CONTRARIO AL DERECHO A DECIDIR DE LAS MUJERES Y DE LAS PERSONAS CON CAPACIDAD DE GESTAR*, Comunicado de prensa No. 314/2023, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México, 6 de septiembre de 2023. Disponible en: <https://www.internet2.scjn.gob.mx/red2/comunicados/noticia.asp?id=7504>
- 238 *EL SISTEMA JURÍDICO QUE REGULA EL DELITO DE ABORTO EN EL CÓDIGO PENAL FEDERAL ES INCONSTITUCIONAL POR SER CONTRARIO AL DERECHO A DECIDIR DE LAS MUJERES Y DE LAS PERSONAS CON CAPACIDAD DE GESTAR*, Comunicado de prensa No. 314/2023, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México, 6 de septiembre de 2023. Disponible en: <https://www.internet2.scjn.gob.mx/red2/comunicados/noticia.asp?id=7504>
- 239 *El Alto Comisionado para los Derechos Humanos aplaude la despenalización del aborto en México*, Noticias, Organización de las Naciones Unidas, 7 de septiembre de 2023. Disponible en: <https://news.un.org/es/story/2023/09/1523912>
- 240 *Decreto por el que se reforman y adicionan diversas disposiciones de la Ley General de los Derechos de Niñas, Niños y Adolescentes, y del Código Civil Federal*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 11 de enero de 2021, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en:

- https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5609666&fecha=11/01/2021#gsc.tab=0
- 241 *Programa Nacional de Protección de Niñas, Niños y Adolescentes 2021-2024*, Sistema Nacional de Protección Integral de Niñas, Niños y Adolescentes, Gobierno de México, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 31 de diciembre de 2021. Disponible en:
https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/691437/PRONAPINNA_2021-2024.pdf
- 242 *Avances y resultados 2022*, Programa Nacional de Protección de Niñas, Niños y Adolescentes 2021-2024, Secretaría Ejecutiva del Sistema Nacional de Protección de Niñas, Niños y Adolescentes. Disponible en:
https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/828669/Informe_de_Avance_y_Resultados_2022_PRONAPINNA_vf.pdf
- 243 IV Foro Interamericano de Sistemas Integrales de Promoción y Protección de Niñas, Niños y Adolescentes es expresión del avance democrático, Sistema Nacional de Protección de Niñas, Niños y Adolescentes, Gobierno de México, 22 de septiembre de 2023. Disponible en:
<https://www.gob.mx/sipinna/articulos/iv-foro-interamericano-de-sistemas-integrales-de-promocion-y-proteccion-de-ninas-ninos-y-adolescentes-es-expresion-del-avance-democratico?idiom=es>
- 244 *Protocolo Nacional de Coordinación Interinstitucional para la Protección de Niñas, Niños y Adolescentes víctimas de violencia*, Sistema Nacional de Protección Integral de Niñas, Niños y Adolescentes, Gobierno de México, 12 de febrero de 2021. Disponible en:
https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/622678/Protocolo_Nacional_NNA-VF-MAR2021.pdf
- 245 *Modelo de Atención a Niñas, Niños y Adolescentes Víctimas de Violencia Familiar*, Comisión Nacional para Prevenir y Erradicar la Violencia Contra las Mujeres, Gobierno de México, 23 de agosto de 2021. Disponible en: <https://www.gob.mx/conavim/documentos/modelo-de-atencion-a-ninas-ninos-y-adolescentes-victimas-de-violencia-familiar>
- 246 *COMUNICADO DGDDH/141/2023*, Comisión Nacional de Derechos Humanos anunció la creación de Mecanismo para prevenir, certificar, conciliar y mediar en conflictos de violaciones a DDHH, enfatizando la protección de niñas, niños y adolescentes, Comisión Nacional de los Derechos Humanos, 3 de junio de 2023. Disponible:
https://www.cndh.org.mx/sites/default/files/documentos/2023-06/COM_2023_141_4.pdf
- 247 *Plan de Acción de México en la Alianza Global para poner fin a la Violencia contra la niñez 2019-2024*, Gobierno de México, Disponible en:
https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/643741/PLAN_DE_ACCION_2019-2024.V2021.pdf
- 248 *Programa Sectorial de Trabajo y Previsión Social 2020-2024*, Secretaría del Trabajo y Previsión Social, Gobierno de México, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 24 de junio de 2020. Disponible en:
https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/561747/Plan_Sectorial_de_Trabajo_y_Previsi_n_Social_2020-2024.pdf
- 249 Ver Anexo 12. *Acciones del Sistema Nacional de Protección de Niñas, Niños y Adolescentes*.
- 250 *Programa de Acción Específico. Atención a la Salud de la Infancia 2020-2024*, Secretaría de Salud, Gobierno de México. Disponible en:
https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/629236/PAE_Infancia_8_4_21.pdf
- 251 *Programa de Atención a la Salud de la Adolescencia 2020-2024*, Centro Nacional para la Salud de la Infancia y Adolescencia, Secretaría de Salud, Gobierno de México, 20 de agosto de 2015. Disponible en: <https://www.gob.mx/salud/censia/articulos/programa-de-adolescencia?state=published>
- 252 *Estrategia Nacional para la Atención de la Primera Infancia*, Gobierno de México. Disponible en:
<https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/539066/ENAPI-DOF-02-03-20-.pdf>
- 253 *Programa de Apoyo para el Bienestar de las Niñas y Niños, Hijos de Madres Trabajadoras*, Programas para el Bienestar, Gobierno de México, Gobierno de México. Disponible en:
<https://programasparaelbienestar.gob.mx/programa-de-ninas-y-ninos-hijos-de-madres-trabajadoras/>
- 254 *Estrategia de atención y protección integral a la niñez y adolescencia en situación de calle 2022-2024*, Comisión para la Igualdad Sustantiva entre Niñas, Niños y Adolescentes, Sistema Nacional de Protección Integral de Niñas, Niños y Adolescentes y el Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México, noviembre de 2021. Disponible en:
https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/704280/NNA_en_Situaci_n_de_Calle_Estrategia_Atenci_n_y_Protecci_n_Integral.pdf
- 255 *Estrategia para la atención y protección integral de la niñez y adolescencia con discapacidad 2022-2024*, Comisión para la Igualdad Sustantiva entre Niñas, Niños y Adolescentes, Sistema Nacional de Protección Integral de Niñas, Niños y Adolescentes. Disponible en:
https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/704278/NNA_con_Discapacidad_Estrategia_Atenci_n_y_Protecci_n_Integral.pdf
- 256 *Estrategia de atención y protección integral a la niñez y adolescencia indígena y afromexicana 2022-2024*, Comisión para la Igualdad Sustantiva entre Niñas, Niños y Adolescentes, Sistema Nacional de

- Protección Integral de Niñas, Niños y Adolescentes. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/704279/NNA_Ind_genas_y_Afrom_Estrategia_Ate_nci_n_y_Protecci_n_Integral.pdf
- 257 *Tres Estrategias para protección integral de niñez y adolescencia en situación de calle, con discapacidad, indígena y afroamericana*, Sistema Nacional de Protección de Niñas, Niños y Adolescentes, Gobierno de México, 20 de febrero de 2022. Disponible en: <https://www.gob.mx/sipinna/documentos/tres-estrategias-para-proteccion-integral-de-ninez-y-adolescencia-en-situacion-de-calle-con-discapacidad-indigena-y-afromexicana?idiom=es>
- 258 *Plan Estratégico de Acciones para la Atención a Niñas, Niños y Adolescentes en Situación de Movilidad*, Sistema Nacional de Protección Integral de Niñas, Niños y Adolescentes, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México, noviembre de 2021. Disponible en: <https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/730192/PEAANNAM.pdf>
- 259 *Manual para el Trato Adecuado a las Personas con Discapacidad*, Instituto Mexicano del Seguro Social, Gobierno de México. Disponible en: https://cvoed.imss.gob.mx/wp-content/uploads/2019/07/Manual_Trato_Adecuado_Personas_con_Discapacidad_IMSS.pdf
- 260 Carreón Castro, María del Carmen, *Guía para la inclusión de personas con discapacidad. Acceso a la justicia y derechos político-electorales*, Tribunal Electoral del Poder Judicial de la Federación, México, 2019. Disponible en: https://www.te.gob.mx/paridad_genero/media/pdf/0f9935b0fe474d1.pdf
- 261 *Derecho de las personas con discapacidad*, Cuadernos de jurisprudencia, Centro de Estudios Constitucionales, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México, noviembre de 2022. Disponible en: https://www.sitios.scjn.gob.mx/cec/sites/default/files/publication/documents/2023-01/CUADERNO%20NUM%205_DERECHO%20DE%20LAS%20PERSONAS%20CON%20DISCAPACIDAD_FINAL%20DIGITAL.pdf
- 262 *Acuerdo por el que se emiten las Reglas de Operación del Programa Pensión para el Bienestar de las Personas con Discapacidad Permanente, para el ejercicio fiscal 2023*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 30 de diciembre de 2022, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5675512&fecha=26/12/2022#gsc.tab=0
- 263 *Programa - Atención a Personas con Discapacidad*, Instituto de Seguridad y Servicios Sociales de los Trabajadores del Estado, Gobierno de México, 24 de marzo de 2020. Disponible en: <https://www.gob.mx/issste/acciones-y-programas/programa-atencion-a-personas-con-discapacidad>
- 264 *Programa Nacional de Trabajo y Empleo para las Personas con Discapacidad 2021-2024*, Secretaría del Trabajo y Previsión Social, Gobierno de México, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 25 de junio de 2021. Disponible en, https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5622244&fecha=25/06/2021#gsc.tab=0
- 265 *4º Informe de labores*, Secretaría de Educación Pública, Gobierno de México, 1 de septiembre de 2022. Disponible en: https://www.planeacion.sep.gob.mx/Doc/informes/labores/2018-2024/4to_informe_de_labores.pdf
- 266 *Nueva Política Migratoria del Gobierno de México 2018-2024*, Unidad de Política Migratoria, Registro e Identidad de Personas, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: http://portales.segob.gob.mx/es/PoliticaMigratoria/Nueva_Politica_Migratoria
- 267 *Programa Sectorial de Gobernación 2020-2024*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 25 de junio de 2020. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/563303/PSG_2020_-_2024.pdf
- 268 *Acuerdo por el que se reforma y adiciona el diverso por el que se crea el Consejo Consultivo de Política Migratoria de la Secretaría de Gobernación*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 9 de julio de 2021, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5623427&fecha=09/07/2021#gsc.tab=0
- 269 *Requisitos para solicitar Refugio en México*, Comisión Mexicana de Ayuda a Refugiados, Gobierno de México, 13 de agosto de 2021. Disponible en: <https://www.gob.mx/comar/articulos/requisitos-para-solicitar-refugio-en-mexico?idiom=es>
- 270 *Protocolo de acceso a la educación para niños, niñas y adolescentes en situación de migración*, Instituto Nacional de las Mujeres, Gobierno de México, 3 de noviembre de 2022. Disponible en: <https://www.gob.mx/inmujeres/documentos/protocolo-de-acceso-a-la-educacion-para-ninos-ninas-y-adolescentes-en-situacion-de-migracion>
- 271 *Ruta de protección integral de los derechos de niñas, niños y adolescentes en situación de migración*, Sistema Nacional de Protección Integral de Niñas, Niños y Adolescentes. Disponible en: https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/577003/Ruta_versio_n_final_editada_definitiva_II_1.pdf
- 272 *Requisitos para solicitar Refugio en México*, Comisión Mexicana de Ayuda a Refugiados, 13 de agosto de 2021, Gobierno de México. Disponible en: <https://www.gob.mx/comar/articulos/requisitos-para-solicitar-refugio-en-mexico?idiom=es>
- 273 *Amparo en Revisión 353/2019*, votación: mayoría de 3 votos, pp. 68-69, Segunda Sala, Suprema

- Corte de Justicia de la Nación, 16 de octubre de 2019. Disponible en: <https://www2.scjn.gob.mx/ConsultaTematica/PaginasPub/DetallePub.aspx?AsuntoID=255022>
- 274 El derecho humano a solicitar refugio, consagrado en el artículo 11 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, puede ser ejercido por cualquier persona extranjera que se encuentre en territorio nacional, independientemente de su condición de estancia migratoria.
- 275 *Amparo en Revisión 114/2020*, votación: unanimidad de 4 votos (por ausencia de un Ministro), párr.154, Primera Sala, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México, 22 de septiembre 2021. Disponible en: <https://www2.scjn.gob.mx/ConsultaTematica/PaginasPub/DetallePub.aspx?AsuntoID=269558>
- 276 *Plan Integral de Atención a la Salud de la Población Migrante*, Secretaría de Salud, Gobierno de México. Disponible en: <https://epidemiologia.salud.gob.mx/gobmx/salud/documentos/manuales/PlanIntegralAttnSaludPobMigrante.pdf>
- 277 *Protocolo de actuación en las Estaciones Migratorias y Estancias Provisionales*, Instituto Nacional de Gobernación, Gobierno de México, 20 de abril de 2020. Disponible en: <https://www.gob.mx/inm/documentos/protocolo-de-actuacion-en-las-estaciones-migratorias-y-estancias-provisionales>
- 278 *Plan operativo de atención a la población migrante ante COVID-19*, Secretaría de Salud, Gobierno de México. Disponible en: https://coronavirus.gob.mx/wp-content/uploads/2020/05/Plan_Operativo_Atencion_Poblacion_Migrante_COVID-19.pdf
- 279 *Política Nacional de Vacunación contra el Virus SARS-CoV-2, para la Prevención de la COVID-19 en México*, Documento rector, Versión 10.1, Secretaría de Salud, Gobierno de México, 23 de diciembre de 2022. Disponible en: [file:///D:/Users/natalia.soriano/Downloads/2022.12.23-PNVxCOVID%20\(8\).pdf](file:///D:/Users/natalia.soriano/Downloads/2022.12.23-PNVxCOVID%20(8).pdf)
- 280 Es decir, ante la negativa o imposibilidad de designar a un asesor jurídico, el Estado se encuentra obligado a designarlo de manera oficiosa.
- 281 Esto con objetivo de que se apersonen en los procedimientos administrativos migratorios de las personas alojadas en estaciones migratorias en toda la República.
- 282 *Autoridades mexicanas desarrollan protocolo para identificar y atender migrantes víctimas de trata*, Organización Internacional para las Migraciones, México, 31 de octubre de 2018. Disponible en: <https://mexico.iom.int/es/news/autoridades-mexicanas-desarrollan-protocolo-para-identificar-y-atender-migrantes-victimas-de-trata>
- 283 *Guía para la Prevención de Prácticas de Perfilamiento Racial*, Consejo Nacional para Prevenir la Discriminación, Instituto Nacional de Migración y Secretaría de Gobernación, Gobierno de México, noviembre de 2018. Disponible en: https://www.conapred.org.mx/documentos_cedoc/GAP_web.pdf
- 284 *Firman COMAR e IFDP convenio para que solicitantes de condición de refugiado tengan asesoría jurídica y acompañamiento*, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México, 28 de febrero de 2020. Disponible en: <https://www.gob.mx/segob/prensa/firman-comar-e-ifdp-convenio-para-que-solicitantes-de-condicion-de-refugiado-tengan-asesoria-juridica-y-acompanamiento>
- 285 *Acuerdo SNBP/001/2022 por el que el Sistema Nacional de Búsqueda de Personas aprueba los Lineamientos del Mecanismo de Apoyo Exterior de Búsqueda e Investigación*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 14 de diciembre de 2022, Gobierno de México. Disponible en: https://dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5674289&fecha=14/12/2022&print=true
- 286 *Guía para la Atención y Protección de las Mujeres en Contexto de Migración en la Frontera Sur de México*, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México, 2022. Disponible en: https://www.proteccioncivil.gob.mx/work/models/FronteraSur/Documentos/pdf/GAPMM_Final_2022.pdf
- 287 *Decreto por el que se reforman diversos artículos de la Ley de Migración y de la Ley sobre Refugiados, Protección Complementaria y Asilo Político, en materia de Infancia Migrante*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 11 de noviembre de 2020. Disponible en: https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/lmigra/LMigra_ref11_11nov20.pdf
- 288 *Ley sobre Refugiados, Protección Complementaria y asilo político*, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 27 de enero de 2011, Cámara de Diputados del H. Congreso de la Unión. Disponible en: <https://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/LRPCAP.pdf>
- 289 *Programa Institucional del Instituto Nacional de las Personas Adultas Mayores 2021-2024*, publicado en el Diario Oficial de la Federación el 16 de abril de 2021, Secretaría de Gobernación, Gobierno de México. Disponible en: https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5616097&fecha=16/04/2021#gsc.tab=0
- 290 Para el ejercicio fiscal 2023, el monto del apoyo económico es de \$4,800.00 MXN bimestrales. Ver: *Pensión para el bienestar de las Personas Adultas Mayores*, Secretaría de Bienestar, Gobierno de México, marzo de 2023. Disponible en: <https://www.gob.mx/bienestar/acciones-y-programas/pension-para-el-bienestar-de-las-personas-adultas-mayores-296817>
- 291 *5° Informe de gobierno, Ibidem.*

²⁹² Tintero Ballain, Aída Díaz (coord.), *Manual para juzgar casos de Personas Mayores*, Escuela Federal de Formación Judicial, Suprema Corte de Justicia de la Nación, Gobierno de México, noviembre de 2022. Disponible en: <https://www.scjn.gob.mx/derechos-humanos/sites/default/files/Publicaciones/archivos/2022-11/Manual%20para%20juzgar%20casos%20de%20personas%20mayores.pdf>
